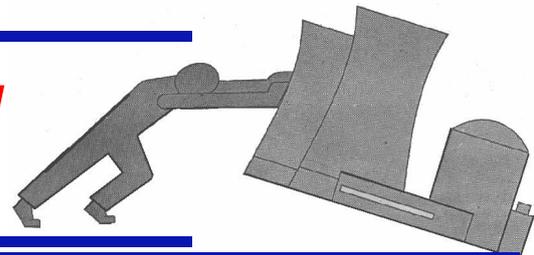


STOP GOLFECH



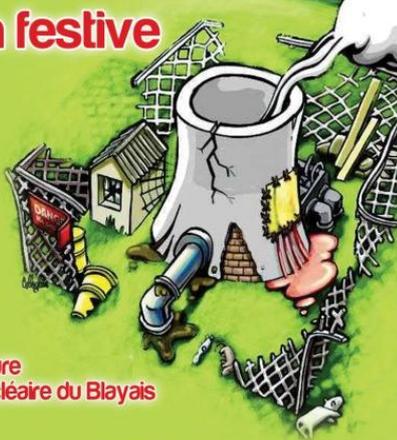
journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
et du Réseau grand sud-ouest « Sortir du Nucléaire »

N°70 - Semestriel - 4 €
SEPTEMBRE 2012

13/14 octobre ! Nous serons là !

Manifestation festive à Bordeaux le 14 octobre 2012

Départ 14h
Quai Richelieu
Maison écocitoyenne
(Pont de Pierre)



Manifestation pour la fermeture
immédiate de la centrale nucléaire du Blayais

Prévoir :

- des tenues colorées
- de quoi faire du bruit : casseroles, sifflets...
- un pique-nique à midi (repas à partager)

Non à un Tchernobyl en Gironde !
Non à un Fukushima en Gironde !

Mise en service en 1981, la centrale nucléaire du Blayais a dépassé les 30 ans de durée de vie prévus à l'origine par EDF. Il faut immédiatement fermer cette centrale, qui a déjà frôlé le désastre lors de la tempête de 1999, avant que le pire ne se produise !

Samedi 13 et dimanche 14 octobre, des cyclistes vont pédaler de la centrale du Blayais jusqu'à la maison écocitoyenne de Bordeaux pour montrer la proximité de cette centrale qui met en grave danger les 800.000 habitants de l'agglomération. Venez les accueillir dès midi lors du pique-nique ou bien à 14 h pour la manifestation sur les quais de Bordeaux.



Initiative coordonnée par :
Tchernoblaye, Greenpeace, AC Gironde,
Négajoule, EELV-Aquitaine, et le NPA
Contact :
tchernoblaye@free.fr ou 06 64 100 333

Avec ses 58 réacteurs en activité, l'industrie nucléaire hexagonale fait peser sur les Français et sur l'Europe entière le risque d'un nouveau Tchernobyl ou d'un nouveau Fukushima. Le nucléaire est une impasse écologique et un boulet économique ; c'est aussi un obstacle aux vraies solutions contre la menace climatique. Sortir du nucléaire, on sait faire, et de nombreux pays européens s'en passent déjà ou arrêtent progressivement leurs réacteurs.

Mais le président Hollande et son nouveau gouvernement restent à la botte du lobby nucléaire et entendent bien en protéger les intérêts. Ne les laissons pas faire !

Refusons la construction du réacteur EPR de Flamanville et de sa ligne THT.

Exigeons l'arrêt immédiat des nombreux réacteurs qui ont dépassé 30 ans de fonctionnement, durée pour laquelle ils ont été conçus. Soutenons la Révolution des Hortensias japonais qui, plus que jamais se mobilisent.

Ensemble, agissons
pour un monde sans nucléaire !

Trois rassemblements interrégionaux déjà prévus

à Laval, Lyon et Bordeaux <http://www.sortirdunucléaire.org/13octobre2012>

30 ANS
CA SUFFIT

Arrêt immédiat des réacteurs
nucléaires de plus de 30 ans

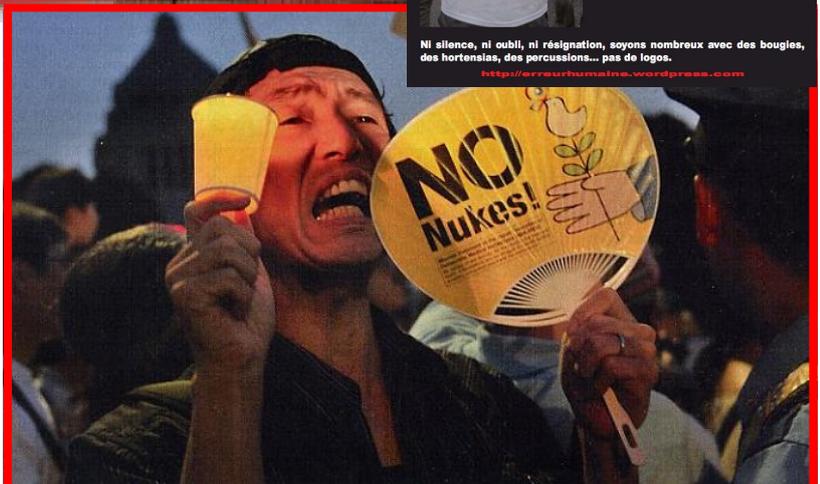
NON AU REDÉMARRAGE DU NUCLÉAIRE AU JAPON Arrêt Immédiat partout ailleurs

Depuis des mois, toutes les semaines, les Japonais se mobilisent. Le mouvement, maintenant connu sous le nom de Révolution des Hortensias s'intensifie. Le 29 juillet 2012, environ 200 000 personnes se sont rassemblées à Tokyo contre le nucléaire. En solidarité avec ceux qui au Japon se révoltent contre le redémarrage des réacteurs nucléaires et pour nous tous qui refusons d'être les victimes de la prochaine catastrophe.



Rassemblement :
13 octobre 2012 à 15h,
devant l'ambassade du Japon,
7 avenue Hoche, 75008 Paris

Ni silence, ni oubli, ni résignation, soyons nombreux avec des bougies, des hortensias, des percussions... pas de logos.
<http://www.rvolutionmaine.wordpress.com>



L'ÉNERGIE DE LA COLÈRE

Sommaire p.2 lutte antiTHT
p.3 et 4 Fukushima
P.5 et 6 : pétaudière en France
P.7 à 9 fermer impérativement

Golfech
P.10 à 13 : leucémies autour des
centrales P.13 Comurhex
P.14/15 les voleurs d'eau

P.15/19 nucléaire militaire / lutte
P.16/17 tract travailleurs nucléaire
P.18 questions à EELV
P.20 contacts et rendez-vous locaux



Vous avez été plus de 600 à Golfech le 29 avril, ne lâchez rien,
venez le 29 septembre à Agen, 11h passerelle gravier,
le 1er octobre à Toulouse devant le tribunal et le 14 octobre au Blayais



Photos de Jim

<http://www.pdf4free.com>

PDF Créateur - PDF4Free v2.0

Ils se battent, on veut les faire taire : les anti-THT (ligne à Très Haute Tension liée à l'EPR en construction)



Après sept années de combat contre une ligne très haute tension (THT) et la première condamnation mardi de deux militants, Jean-Claude Bossard, maire démissionnaire d'un village de la Manche et fer de lance des anti-THT de la région, dit ne plus croire en la démocratie. AFP 21 08 2012

Le tribunal correctionnel de Coutances (Manche) a condamné mardi un étudiant de 24 ans à trois mois de prison

ferme pour "violence aggravée" sur deux gendarmes légèrement blessés lors d'une manifestation anti-THT le 24 juin à Montabot. Un leader de la Confédération paysanne écope lui d'une amende pour avoir dévissé des boulons d'un pylône en construction.

"Ca confirme ce qu'on savait déjà, la justice en France ne fonctionne plus. On a déposé 100 recours et on n'a jamais eu l'ombre d'un jugement favorable", a déclaré à l'AFP Jean-Claude Bossard, 60 ans.

M. Bossard est l'ancien maire du village du Chefresne (310 habitants), sur le parcours de la ligne Cotentin-Maine qui doit acheminer l'électricité du réacteur nucléaire EPR en construction à Flamanville (Manche).

Candidat Europe Ecologie-Les Verts (EELV) aux dernières élections européennes et régionales, l'ancien boulanger-pâtissier fédère depuis sept ans la lutte des élus anti-THT dans la région.

En mars, son bois, dont une partie devra être rasée pour le passage de la ligne, est devenu le quartier général des opposants. Cabane dans les arbres, tentes avec panneaux de bois et tôles de récupération... Une centaine de personnes s'y relaient selon lui, riverains ou militants de toute la France. Ils ne plieront bagage que devant l'arrivée des pelleteuses. Pacifiquement, assure-t-il. "Nous, on ne veut pas se battre. Je ne veux pas qu'à nouveau un parent m'appelle pour me dire "Mon fils a perdu un oeil"". Lors des affrontements avec les forces de l'ordre, à l'origine de la condamnation de l'étudiant mardi, les opposants ont dénombré 25 blessés dans leur camp, dont deux atteints à l'oeil.

De guerre lasse, M. Bossard a démissionné avec son conseil municipal en juin, énième étape du conflit entre Le Chefresne et la préfecture de la Manche sur la ligne THT.

"Je ne regrette pas d'avoir démissionné, je ne peux pas jouer au football si l'arbitre est corrompu", soutient-il. Le football, ici, est une métaphore du jeu démocratique. "La France se permet de donner des leçons de démocratie, mais quand il s'agit de nucléaire, il y a plein de dérogations aux règles", peste-t-il. Il ajoute : "Naïvement, je croyais en la démocratie, mais depuis j'ai fréquenté des élus qui m'ont dit "Prends l'argent et tais-toi."

<https://antitht.noblogs.org/448>

contact@stop-tht.org

percysoustension.pagesperso-orange.fr/

<https://nantes.indymedia.org/article/25907>

Au procès (voir article ci-contre) RTE se plaint de 64 dégradations commises sur la ligne de février 2010 au 31 mai 2012 ligne de février au 31 mai 2012 (la liste s'arrêtant à cette date mais pas les actions...)

C.R.I.L.A.N

10 route d'Etang Val, 50340-Les Pieux-www.crilan.fr
21 août 2012

THT/EPR : Prison et forte amende pour deux militants !

Les verdicts sont tombés ce matin pour deux opposants à la ligne à très haute tension (THT) Cotentin-Maine, qui devrait évacuer(en...2016!) le courant du réacteur nucléaire EPR, en construction à FLAMANVILLE.

Le premier concernait Michel HOUSSIN, agriculteur, président de l'association "Marais sous Tension", par ailleurs, responsable de la Confédération paysanne de la Manche. Il a été condamné à 2.000 euros d'amende dont 1.000 avec sursis, 2.500 euros de dédommagement à RTE, la filiale d'EDF, et 800 euros de remboursement de frais de justice pour avoir dévissé symboliquement des boulons sur un pylône en construction. C'est vraiment très cher du boulon !

Le second, un étudiant de 24 ans, a écopé de trois mois de prison, avec aménagement de peine, pour violences aggravées (pourtant bénignes...) sur 2 gendarmes, lors des événements de Montabot, le 24 juin, alors que l'on relevait 25 blessés dont 2 graves parmi les manifestants sans que la justice ne s'en inquiète.

Faut-il encore une fois rappeler que les décisions concernant les recours contre cette ligne THT ont été reportées par le Conseil d'état ? Que celui du CRILAN mettait en évidence que RTE n'a mené aucune enquête publique, aucune étude d'impact sur le tronçon de ligne depuis Flamanville jusqu'au secteur de Périers?

Pendant ce temps, RTE, se précipite, joue les faits accomplis, pour les rendre irréversibles avec l'aval du pouvoir, de sa police et de sa justice !

Les décisions du Tribunal de Coutances contre ces deux militants confirment malheureusement l'incompatibilité de la démocratie avec l'industrie nucléaire et ses annexes, et cela quels que soient les gouvernements en place.

La répression, déjà exercée en d'autres lieux et en d'autres temps, n'a jamais suffi à mettre un terme à la contestation anti-THT et anti-nucléaire, ici comme ailleurs. D'autres procès sont déjà programmés. Nous pouvons craindre que l'état nucléaire ne recherche l'affrontement et l'irréparable.

Tout véritable démocrate ne peut que se sentir solidaire des victimes de la violence d'État. Didier ANGER



Ce samedi matin, 5 mai 2012, une vingtaine de personnes sont allées joyeusement planter une centaine d'arbres et d'arbustes à Bréal-sous-Vitré, en Ille-et-Vilaine.



La répression ne fera pas baisser la tension ! Solidarité financière face à la répression :
Association pour la solidarité et l'aide juridique (chèque à l'ordre de APSAJ, mention THT au dos),
6 cours des alliés, 35000 RENNES.

Ils se battent et nous nous battons avec eux

« Presque exactement quatorze mois après les débuts de la catastrophe de Fukushima le 11 mars 2011 (1), et pour la première fois depuis 1970, l'électricité au Japon dépendra de tout (pétrole, hydraulique, éolien, solaire...) sauf du nucléaire » (<http://sciencepouvusetmoi.blogspot.com/2012/05/11-mars-2011-14-mois-apres-fukushima.html>). Le 6 Mai 2012 le Japon a donc arrêté le dernier de ses 54 réacteurs, Tomari. Immédiatement le lobby nucléaire a voulu redémarrer les réacteurs d'Ohi, (centrale jumelée avec Golfech..). Un sondage donne 60% des personnes interrogées hostiles à la réouverture. Depuis un bras de fer est engagé



« La vie humaine est une priorité absolue »
« Pour ce faire, chacun de nous est prêt à changer de mode de vie ». Une pétition assurant "Nous pouvons survivre cet été en économisant notre énergie et en transférant l'électricité entre les régions" a ainsi recueilli 7,5 millions de signatures.

Pour Kaoru, père de famille originaire de Fukushima, interrogé par Arte, "si on continue à faire confiance à cet état irresponsable, ils vont nous tuer. Je suis en colère contre Tepco et les autorités qui depuis le début nous mentent, poursuit-il. Mais le bon côté, c'est qu'aujourd'hui une solidarité très forte est née entre nous." "La mobilisation augmente mais il faudrait aller plus loin, confirme Mayumi, étudiant de l'université du Tohoku à Sendai (nord-est du Japon), cité par France 24.

Pourquoi pas un mouvement social avec des grèves ?"

Source Mediapart et France info

Biblio : - *L'Archipel des Séismes : Ecrits du Japon après le 11 mars 2011* (Picquier Poche 2012)
- Michaël Ferrier : *Fukushima, récit d'un désastre*, Gallimard 2012 ,plus qu'un témoignage, une oeuvre d'une force inouïe du côté des petits contre les lobbies ; « on normalise la mise en danger de la vie, on s'accommode de l'inadmissible » p.248 « un état d'urgence dont on ne voit pas la fin » p.247, « les ordures, ce qui ne refléchit pas » p.199 (Lautréamont) ; une oeuvre qui donne de la force à notre engagement antinucléaire et rappelle G. Debord, des poètes de Chine et d'Asie, Kafka ; un front antinuc. très fort
- Laurent Mabesoone (enseignant de littérature et poète français établi au Japon : <http://www.netoyens.info/index.php/contrib/02/09/2012/projet-demoniaque-et-re>



Des centaines de milliers de manifestants...



La répression des manifestations : <http://fukushima-diary.com/2012/07/live-the-protest-is-being-forcibly-removed/>

L'ÉNERGIE DE LA COLÈRE

Par Weronika Zarachowicz

Télérama 5-9-12

On l'appelle la « révolution des hortensias ». Une foule dense et calme, des vieillards et des lycéens, des femmes et des enfants, des cadres ordinaires et des militants écologistes qui affirment d'une même

Mais aussi, l'horreur quotidienne, voir page suivante

voix : stop au nucléaire ! Depuis le début de l'été, à Tokyo et dans une trentaine de villes du pays, la mobilisation contre l'atome s'amplifie tandis que les informations sur l'ampleur de la catastrophe et la collusion entre politiques, médias, universités et opérateurs électriques privés sortent au grand jour. S'ils étaient quelques centaines en mars dernier, les manifestants se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers (170 000 à Tokyo fin juillet). Un parti vert est né fin juillet, les réseaux sociaux s'enflamment et relaient la mobilisation, les sites alternatifs et les vidéos se multiplient. La pétition lancée – entre autres – par le Nobel de littérature Kenzaburo Oe

enregistre déjà 7,5 millions de signataires, sur les 10 millions visés d'ici fin 2012. Du jamais-vu depuis les années 1960, dans une société peu encline à la contestation. Face aux images des rassemblements diffusées sur Internet, les médias, réticents à informer sur ce Japon qui se détache de sa foi dans le nucléaire et questionne son modèle de société, sont désormais contraints de s'y mettre.

Et pendant ce temps-là, en France ? Pas de problème, « le nucléaire est une filière d'avenir », affirment deux visionnaires du gouvernement Hollande, Arnaud Montebourg et Manuel Valls. Mieux, « la France a durablement besoin du nucléaire », selon Delphine Batho, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, à l'université d'été du Medef, et à quelques jours de la conférence environnementale censée « débattre de l'avenir énergétique français », les 14 et 15 septembre prochains. Hum ! Qui a dit que le changement, c'était maintenant ? ●

ENQUETE. Fukushima : et si le pire était à venir ? (22-8-12) Par Vincent Jauvert

Personne ou presque ne le dit : au cœur de la centrale japonaise dort une "bombe" dont les effets, en cas de nouveau séisme, seraient dévastateurs.

A cause de la piscine du réacteur 4 (sur le toit), un nouvel accident peut se produire n'importe quand. (SIPA)

C'est une petite piscine - et un désastre planétaire en puissance. Un cube en béton de onze mètres de profondeur, rempli d'eau et bourré de combustibles nucléaires usagés : 264 tonnes de barres très radioactives ! Depuis un an et demi, ce bassin dit de "désactivation" repose à trente mètres du sol sur le bâtiment ébranlé du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima-Daiichi. Il n'est plus protégé ni par un toit solide ni par des murs, mais par une simple bâche de plastique blanche.

Les risques d'une telle situation sont incommensurables. Si, à la suite d'un typhon (dont la saison commence fin août) ou d'un nouveau tremblement de terre, la piscine venait à se vider ou à s'écrouler, la catastrophe qui en résulterait serait probablement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La mise à l'air libre de ces 264 tonnes de combustibles nucléaires pourrait dégager dans l'atmosphère dix fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl, si ce n'est davantage. Ce serait, disent certains, la fin du Japon moderne et, en tout cas, une calamité pour l'ensemble de l'hémisphère Nord qui deviendrait gravement et durablement contaminé. (...)

Ce scénario d'apocalypse obsède la plupart des chercheurs sérieux qui ont étudié le dossier. Jusqu'en septembre dernier, le professeur Koichi Kitazawa présidait la prestigieuse Agence japonaise pour les Sciences et la Technologie (JST), qui n'est pas, loin s'en faut, une antichambre de Greenpeace. Cette année, il a dirigé une grande commission d'enquête sur l'accident nucléaire de mars 2011. "Après avoir écouté des centaines de témoins,

conviction est faite, raconte cet universitaire respecté. A la centrale de Fukushima, le pire est peut-être à venir. A cause de la piscine du réacteur 4, un nouvel accident peut se produire n'importe quand, qui menacerait la survie même de mon pays." Et le scientifique ajoute :

Je prie pour que, dans les semaines à venir, une violente tornade saisonnière ne s'abatte pas sur la centrale."

Haut responsable du département de l'Energie sous Bill Clinton, Robert Alvarez a été l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme. Il confirme : "Si un tremblement de terre ou tout autre événement venait à affecter cette piscine, il pourrait en résulter un incendie radiologique catastrophique, avec près de dix fois la quantité de césium 137 qui s'est propagée à la suite de l'accident de Tchernobyl." Notons que les explosions à la centrale de Fukushima n'ont libéré qu'un sixième de ce césium émis à Tchernobyl. Autrement dit, la chute de cette piscine, qui selon l'expression du physicien français Jean-Louis Basdevant, semble être maintenue en hauteur par les seules "forces de l'esprit", pourrait être soixante fois plus grave que la catastrophe de mars 2011. Cette dernière ayant provoqué l'évacuation permanente de 160 000 personnes dans un rayon de vingt kilomètres autour du site atomique, on peine à imaginer ce que "soixante fois plus grave" veut dire. Une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima!

Un professeur à l'Institut de Recherche nu-

NON AU REDÉMARRAGE DU NUCLÉAIRE AU JAPON

Arrêt Immédiat partout ailleurs

Depuis des mois, toutes les semaines, les Japonais se mobilisent. Le mouvement, maintenant connu sous le nom de Révolution des Hortensias s'intensifie. Le 29 juillet 2012, environ 200 000 personnes se sont rassemblées à Tokyo contre le nucléaire. En solidarité avec ceux qui au Japon se révoltent contre le redémarrage des réacteurs nucléaires et pour nous tous qui refusons d'être les victimes de la prochaine catastrophe.



Voir aussi : Janick Magne à Tokyo : <http://janickmagne.blog.lemonde.fr/>
author/janickmagne/

Rassemblement :
13 octobre 2012 à 15h,
devant l'ambassade du Japon,
7 avenue Hoche, 75008 Paris

<http://erreurhumaine.wordpress.com>

Ni silence, ni oubli, ni résignation, soyons nombreux avec des bougies, des hortensias, des percussions... pas de logos.

claire universitaire de Kyoto, Hiraoki Koide, propose, lui, une comparaison plus effrayante encore, surtout pour les Japonais. "Si le bassin du réacteur numéro 4 devait s'effondrer, assure-t-il, les émissions de matière radioactive seraient énormes : une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima." A notre connaissance, personne ne l'a contredit. [...] <http://tempsreel.nouvelobs.com/l-enquete-de-l-obs/20120822.OBS0162/enquete-fukushima-et-si-le-pire-etait-a-venir.html>



Mutations chez les papillons de Fukushima : quelles conclusions en tirer ?

Entretien avec Michel Fernex, professeur émérite de médecine et spécialiste des impacts sanitaires des radiations

"Il est temps de cesser de mentir. Il faut reconnaître le danger que représentent les problèmes génétiques qui vont s'amplifier".

Question : Que penser de la méthodologie adoptée et du sérieux de l'étude ?

Michel Fernex : Cette étude consacrée à un papillon bleu commun au Japon montre que les retombées radioactives de Fukushima altèrent le génome de cette espèce animale [1]. C'est un excellent travail de recherche conduit sur le terrain et au laboratoire par sept universitaires. Les photos illustrent bien les altérations congénitales qui étaient déjà présentes deux mois après les explosions chez les papillons femelles, et qu'on retrouve amplifiées dans les deux générations qui ont suivi. (...)

On doit d'autant plus regretter qu'aucune Faculté de Médecine de ce pays hautement qualifié dans ces domaines n'ait eu le même courage. En effet, les autorités cherchent à minimiser ou occulter l'impact de la dissémination des énormes quantités de radionucléides artificiels libérées suite à la catastrophe atomique. Encore aujourd'hui, le pays impose le silence et l'immobilité au corps médical.

Q : Quelles sont les principales conclusions à tirer de cette étude ?

M. F. : Les rayonnements ionisants ont une radiotoxicité qui altère le développement de l'animal. C'est l'effet tératogène [= producteur de malformations]. Les rayonnements sont aussi mutagènes : ils peuvent altérer directement l'ADN des gènes et entraîner la mort ou provoquer des anomalies héréditaires qui ne s'exprimeront souvent qu'après plusieurs générations.

Chez les papillons de Fukushima, les dommages génétiques sont non seulement précoces, mais en plus ils augmentent significativement de génération en génération. Ce phénomène repose probablement sur ce qu'on appelle une atteinte périgénétique : les rayonnements ionisants peuvent altérer certaines parties essentielles de la cellule (cytoplasme,

membrane) sans même avoir pénétré dans son noyau. Ces altérations périgénétiques sont directement transmises aux descendants et, phénomène nouveau, vont s'aggraver de génération en génération.

Q : Cette étude confirme-t-elle les précédents travaux sur les impacts de la radioactivité sur les animaux, notamment à Tchernobyl ?

M.F. : Cette étude confirme tous les travaux antérieurs. Ainsi, une étude réalisée de 1986 à 1996 par des chercheurs biélorusses sur 22 générations de campagnols de la région de Tchernobyl avait déjà démontré la poursuite d'une telle aggravation du dommage génétique, découvert dans des zones avec une radioactivité sur les sols de 2 546 000 Becquerels par mètre carré, ce qui est énorme, mais aussi à 300 km de là, près de Minsk, avec seulement 12 000 Bq/m² [2].

Plusieurs équipes de scientifiques, dont celles d'Anders Møller et Timothy Mousseau [3], ont étudié la zone de 30 km de rayon évacuée autour de Tchernobyl. Elles ont montré qu'une contamination radioactive importante des sols entraînait encore, plus de 20 ans après, une baisse de la biodiversité et de l'abondance par espèce du fait de la réduction de la fertilité et de la mortalité précoce chez les oiseaux. (...) Dans les régions fortement contaminées, la population des différentes espèces de grands mammifères, des reptiles, des batraciens et des arthropodes comme les papillons, les sauterelles et les bourdons s'est réduite.

Q : Que penser alors des théories abondamment répandues selon lesquelles la nature reprendrait ses droits dans les zones contaminées ? [4]

M.F. : (...) Mais il est faux d'évoquer une nature luxuriante : les recherches sur la faune font état d'une diminution de population, d'une mortalité accrue et d'une baisse de fertilité chez quasi tous les animaux étudiés, du fait des pathologies héréditaires et de la contamination de leur alimentation (...). Les hirondelles connaissent ainsi une quasi-extinction [5].

Propos recueillis par Charlotte Mijeon Article entier : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Fukushima-mutations->

La pétaudière : Des cuves de réacteurs fissurées

Ce type de défaut peut conduire à une explosion nucléaire. Une réunion des représentants des autorités chargées de la sécurité nucléaire en Belgique, en France, en Allemagne et en Espagne se tiendra le **16 août 2012 à Bruxelles**. Ces différents pays ont, en effet, des centrales sur leur territoire équipées de cuves présentant des défauts, à l'image de celle de la centrale de Doel 3 en Belgique. (...)www.levif.be/info/belga-generique/ Depuis le directeur M. De Roovere qui estimait « improbable » la remise en service du réacteur Doel3 a été remercié. .ndlr

Lors de cette réunion, qui se tiendra à la suggestion de l'AFCN, le point sera fait sur les tests qui ont été effectués à la centrale de Doel 3, là où ont récemment été détectées de possibles fissures dans la cuve du réacteur. Les contrôles ont en effet montré des défauts dans le matériau de base en acier de la cuve, explique-t-on à l'AFCN (www.usinenouvelle.com/article/fissures-en-belgique-l-ue-inquiete-pour-neuf-reacteurs-nucleaires-europe.N180042). Le fabricant de cette cuve, le groupe néerlandais Rotterdamsche Droogdok Maatschappij (DRM), qui a depuis cessé ses activités, a équipé une dizaine de réacteurs en Europe, dont celui de Tihange. Sont également concernés deux réacteurs en Espagne, un en Suède, aux Pays-Bas et en Suisse, et plusieurs autres en Allemagne. (VIM)

Marlène Holzner, porte-parole du commissaire européen chargé de l'énergie, nous donnait hier la réponse au pourquoi de cette urgence : devant un fabricant néerlandais de cuves défaillant, ce sont les Autorités qui portent la responsabilité du problème " Lorsque les centrales dépassent une vingtaine d'années de fonctionnement [c'est moi qui souligne], le risque d'accident nucléaire augmente chaque année de manière significative. Si la

prolongation de la durée de vie des réacteurs offre une perspective financière très intéressante pour l'opérateur nucléaire, les risques pour l'ensemble de la population deviennent tels que cette option n'est pas acceptable pour la société. "

Telle était la conclusion d'un court rapport de non-experts de 2006, cosigné par Greenpeace Belgique et les Amis de la Terre Belgique, intitulé "Viellissement des centrales nucléaires et sécurité - Les dangers de la prolongation de la durée de vie des réacteurs belges". Ce rapport d'associations belges — qui date d'avant les 30 ans de Fessenheim et d'avant l'AG du RSDN en Alsace — critiquait la "décision de sortie du nucléaire en Belgique" pourtant vantée comme exemplaire chez nous (alors qu'elle validait la prolongation d'exploitation des réacteurs jusqu'à 40 ans). Et il évoquait d'abondance la question des fissures.<http://www.amisdelaterre.org/Viellissement-des-centrales.html> Notons par ailleurs que "détecter" les fissures ne les fait pas pour autant disparaître. Or des fissures, il y en avait sur les cuves de Gravelines et du Tricastin avant même la mise en service des réacteurs, comme s'en émurent en 1979 les députés socialistes Nucci, Andrieu et Quilès (avant que le nucléaire devienne "de gauche"). Heureusement, le très pertinent avis d'un M. Pintat, rapporteur (et certainement expert), avait à l'époque permis d'établir que "aucun danger ne pouvait en résulter, au moins pour les cinq ou six ans à venir". C'était l'époque finalement assez transparente où, en cas de dégazage radioactif volontaire ou non, on parlait encore de l'absence de risque "immédiat" pour la population et l'environnement. M-C.Gambérini - Amis de la Terre France Rappel : Stop Golfech mars 2012 p.1-6-7-8 article de B.Belbeoch : [cuves de réacteurs risqués de rupture](http://www.fairea.fr)

Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Energie Atomique <http://www.fairea.fr>

Nucléaire : les fissures françaises sont meilleures que les belges ! 18-8-12

En 1990, une remarquable fiction russe nommée « Raspad » illustre, avec un humour slave décapant, la décomposition du système soviétique sur fond de catastrophe de Tchernobyl. Vous pouvez le voir ici... en russe non sous-titré (!) : <http://bit.ly/O8KDAK> . Si vous avancez le curseur à 1h13, vous verrez des manifestants qui se battent... pour aller à Tchernobyl, et d'autres qui brandissent des banderoles assurant que « Les radiations soviétiques sont les meilleures du monde »...Dépêche AFP : <http://bit.ly/NK1vLq> Dialectique ASN : <http://bit.ly/QJIn0t>

Et bien sachez que les « responsables » du nucléaire français sont tout aussi risibles : alors que les révélations se multiplient concernant les fissures des cuves de nombreux réacteurs nucléaires dans le monde et en France (cf <http://bit.ly/PlrJXA>), l'Autorité de sûreté française (ASN) nous apprend que les fissures des réacteurs français sont les meilleures du monde, du moins meilleures que celles détectées en Belgique et qui concernent une dizaine de pays jusqu'en Argentine.

Pourtant, lorsque le président de l'ASN partira à la retraite en novembre, des concerts de louanges s'élèveront pour le glorieux... dans le but d'accréditer la « parfaite sûreté nucléaire en France ». C'est d'ailleurs déjà le cas (cf une véritable hagiographie dans La Croix : <http://bit.ly/TWu2Rc>). Le 14 juillet, M. André-Claude Lacoste a été « élevé » au grade de commandeur de la légion d'honneur par le nouveau pouvoir politique (à comparer avec le refus de la légion d'honneur par Annie Thébaut-Mony p.17 Les fissures sont bien gardées...Observatoire du nucléaire - <http://www.observatoire-du-nucleaire.org> - Stéphane Lhomme

Dix ans de plus pour les trois centrales nucléaires de la région

19-7-12

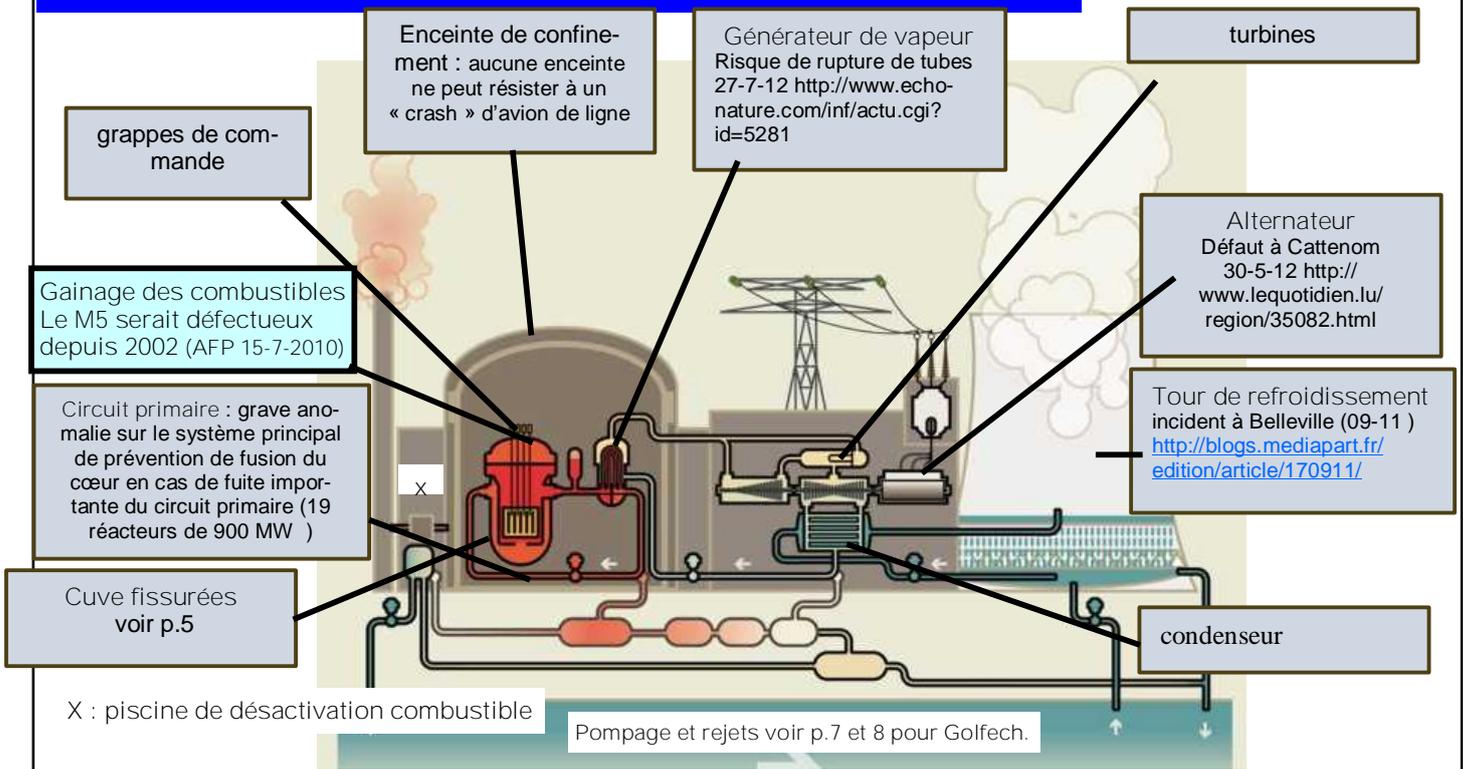
L'Autorité de sûreté nucléaire devrait prolonger l'exploitation. Elle a constaté que le risque sismique est mal intégré par les personnels (!)

Le niveau de sécurité du Blayais est satisfaisant sauf dans la prévention du risque sismique : les procédures étaient mal maîtrisées par les personnels présents lors de notre inspection.» Anne-Cécile Rigail, chef de la division de Bordeaux de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes, pointait, hier à Bordeaux lors de la présentation du bilan de la sûreté nucléaire en région en 2011, le doigt là où ça fait mal : dans les centrales, les mentalités n'ont pas encore intégré l'après-Fukushima, l'accident de la centrale japonaise, le 11 mars 2011.

Néanmoins l'ASN devrait autoriser pour dix ans supplémentaires l'exploitation des trois centrales de la région, en cours d'inspection : le Blayais en Gironde, Civaux dans la Vienne et Golfech dans le Tarn-et-Garonne. «Les installations présentent un niveau suffisant.» D'autant que l'ASN a exigé que soit construit, sur chaque site, un local bunkerisé de gestion de crise et renforcée l'alimentation électrogène pour maintenir l'alimentation en eau des réacteurs. Cependant, l'autorité estime que «la poursuite de leur exploitation nécessite d'augmenter dans les meilleurs délais, au-delà des marges de sûreté dont elles disposent déjà, leur robustesse face à des situations extrêmes». La prolongation de l'exploitation des centrales est critiquée par Noël Mamère, député-maire écologiste de Bègles: «Doit-on maintenir en soins palliatifs des centrales en fin de vie?» Un choix d'autant plus contestable, selon l'élue, que «l'Allemagne a confirmé sa sortie du nucléaire». <http://www.charentelibre.fr/2012/07/19/dix-ans-de-plus-pour-les-trois-centrales-nucleaires-de-la-region-1106202.php>



La pétaudière : quelques (...) problèmes soulevés



les piscines de combustible vulnérables aux séismes (8 réacteurs en France)

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a reçu de source anonyme des documents internes d'EDF et de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) qui font état d'une anomalie générique sur les réacteurs nucléaires de Paluel, Flamanville et Saint-Alban. Des dispositifs sous-dimensionnés, alliés à la vulnérabilité au séisme de certaines canalisations des piscines d'entreposage de combustible, pourraient mener au découvrement des combustibles usés en une heure environ. Ceux-ci, n'étant plus refroidis, pourraient alors entrer rapidement en fusion, ce qui provoquerait d'importants dégagements de radioactivité empêchant toute intervention sur le site.

Retour sur une anomalie déjà observée à Cattenom

Le 18 janvier 2012, EDF a déclaré une anomalie sur les piscines de combustible 2 et 3 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) : il y manquait un dispositif censé empêcher la vidange accidentelle des piscines de combustible en cas de problème sur les circuits de purification et de traitement des eaux. Ce dispositif, dénommé "casse-siphon", prend la forme d'un orifice de 20 mm de diamètre sur les tuyauteries [1].

La vidange accidentelle d'une piscine de combustible constituerait un événement grave : en effet, les combustibles usés, extrêmement chauds et radioactifs, doivent être refroidis en permanence. S'ils n'étaient plus recouverts d'eau, ils pourraient libérer des radioéléments, voire entrer en fusion. Ces scénarios pourraient aboutir à d'importants rejets dans l'environnement, dans la mesure où les piscines, à la différence des réacteurs, ne possèdent pas d'enceinte de confinement.

Le problème remarqué à Cattenom, d'ailleurs signalé très tardivement à l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN), a été classé au niveau 2 de l'échelle INES. Le Réseau "Sortir du nucléaire" avait porté plainte, menant à l'ouverture d'une enquête par le Parquet de Thionville [2].

Une anomalie similaire détectée sur 8 réacteurs :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a reçu récemment de source anonyme des documents d'EDF et de l'IRSN, accompagnés d'une note explicative, qui font état de problèmes similaires à ceux de Cattenom sur d'autres réacteurs nucléaires français. Ainsi, sur les 8 réacteurs de Flamanville (Manche), Paluel (Seine-Maritime) et Saint-Alban (Isère), les fameux "casse-siphons" sont d'un diamètre insuffisant pour permettre le bon fonctionnement du dispositif et prévenir efficacement la vidange des piscines [3].

De plus, sur les piscines de ces huit réacteurs, une partie des tuyauteries du circuit de réfrigération et de filtration des eaux n'est pas dimensionnée pour résister aux séismes [4] ! En conséquence, en cas de séisme, la conjugaison de ces deux anomalies pourrait aboutir en une heure environ à un début de découvrement des combustibles entreposés dans les piscines [5]. Si ceux-ci entraînent en fusion, toute intervention sur le site pourrait devenir impossible du fait du haut niveau de radiation.

Des risques pris à la légère :

Ce scénario catastrophe ne peut être balayé, la centrale de Saint-Alban étant située dans la vallée du Rhône, une zone de sismicité "modérée".

Il est frappant que le risque ne soit identifié que vingt-cinq ans après la construction des réacteurs concernés ; cette anomalie s'ajoute donc à la longue liste de toutes celles qu'EDF "découvre" tous les ans, invalidant largement l'idée d'une sûreté sous contrôle. Il est déplorable que l'ASN, informée depuis trois mois de ces graves anomalies, n'ait à ce jour publié aucun avis d'incident à ce sujet.

Enfin, les centrales concernées étaient censées avoir passé avec succès l'épreuve des "évaluations complémentaires de sûreté", qui devaient étudier entre autres leur vulnérabilité au séisme. Les anomalies récemment découvertes confirment une nouvelle fois qu'il ne s'agissait que d'un exercice de communication.

Retrouvez tous les documents et une analyse plus détaillée sur notre site : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Piscines-de-8-reacteurs-et-seisme>

Marc Saint-Aroman : 05 61 35 11 06
communiqué de presse - 28 juin 2012

[1] Voir la note ASN : <http://www.asn.fr/index.php/content/view/full/132438> [2] Voir notre dossier juridique : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Cattenom-Degradation-des>

[3] Le document IRSN nous apprend en effet que « les 8 réacteurs sont équipés d'un casse-siphon d'un diamètre interne n'excédant pas 10,4 mm » (p.9). Or, différentes études ont amené EDF à proposer, pour des raisons de sûreté, de passer à un diamètre de 40 mm sur l'ensemble des réacteurs. [4] p. 9 note IRSN : « Dans le cas particulier des réacteurs de type P4, il doit être pris en considération que le circuit de traitement et de purification de l'eau des piscines, connecté au circuit de refroidissement, n'est pas dimensionné au séisme (particularité de ce type de réacteurs). De plus, les tuyauteries de ce circuit (d'un diamètre d'environ 100 mm) sont difficilement inspectables sur toute leur longueur [...]. Par le passé, des fissurations traversantes ont déjà été détectées sur ces portions de tuyauteries. » [5] p. 9 note IRSN : « Un séisme susceptible d'entraîner une rupture brutale de la ligne du circuit de traitement et de purification des piscines a une forte probabilité de conduire simultanément à une perte totale des alimentations électriques externes, donc à un arrêt automatique du réacteur et à la mise en œuvre des procédures de conduite accidentelle des règles générales d'exploitation. L'entrée dans ces procédures mènerait l'équipe de conduite à ignorer toutes les alarmes et procédures incidentelles relatives à la piscine de désactivation. Compte tenu du dimensionnement actuel du casse-siphon des réacteurs de type P4, un tel élément conduirait à une forte probabilité de dénoyage des assemblages combustibles entreposés en piscine de désactivation et donc d'accident grave ». Réseau : <http://www.sortirdunucleaire.org/>



Hollande
l'autre pays du fromage

Golfech : pourquoi il faut la fermer immédiatement

Golfech comme toutes les centrales nucléaires est un « chaudron du diable » par les déchets qu'elle laisse aux générations futures, par le risque incommensurable qu'un accident majeur fait peser sur une immense région et les populations de cette région (1/3 de la France serait touchée), par la prolifération des armes atomiques que les déchets produits permettent etc... A ce titre son arrêt immédiat est à la fois un impératif vital de survie et une obligation morale vis-à-vis de nos contemporains comme des générations futures. Le Japon nous montre l'exemple qui arrêté ses 54 réacteurs en 1 an. Tout est préférable à un accident que toutes les autorités nous annoncent comme prévisible d'ici peu pour se dédouaner hypocritement (voirp.4). Comment annoncer une telle catastrophe et ne pas prendre tous les moyens pour l'empêcher, c'est à dire arrêter les centrales nucléaires. « Le professeur Vassili Nesterenko, (un des pères de l'atome en URSS, devenu antinucléaire après Tchernobyl,ndlr) disait qu'il était illusoire d'améliorer la sécurité de ces machines, tant que l'erreur humaine est possible. Pour fonctionner correctement, le nucléaire aurait besoin d'humains infaillibles... » (Michel Fernex) . Golfech a aussi ses spécificités qui rendent son arrêt obligatoire impératif. (MG et PK)

L'eau est un de nos biens communs essentiels et la centrale nucléaire de Golfech la gaspille

Débit nominal pompé pour les deux réacteurs en m3/h

2 réacteurs en production	26 280
2 réacteurs à l'arrêt pour rechargement	23 400
2 réacteurs en démarrage ou en mise à l'arrêt pour rechargement	33 480
1 réacteur en production et 1 réacteur à l'arrêt pour rechargement	24 840
1 réacteur en production et 1 en démarrage ou en mise à l'arrêt pour rechargement	29 880
1 réacteur en maintien à l'arrêt pour rechargement et 1 réacteur en démarrage ou en mise à l'arrêt pour rechargement	28 440

Pompage d'eau m3 Maxi légal : 193 millions : 29 millions de m3 hors la loi

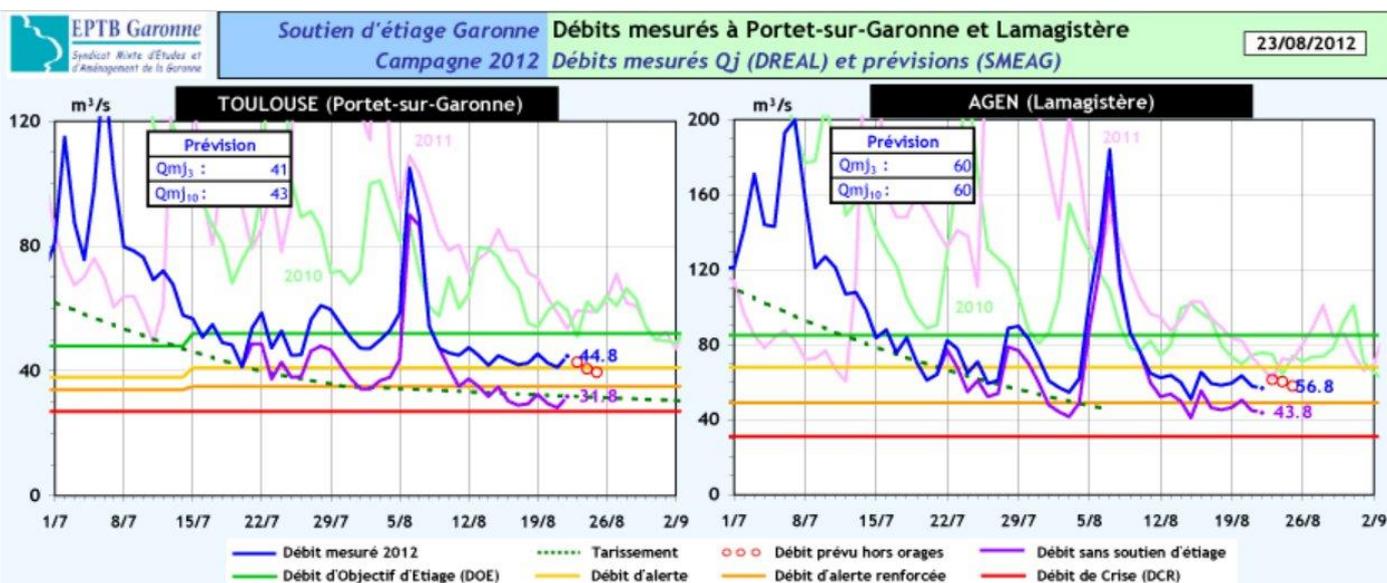
Eau évaporée Maxi légal : 34,6 millions, 4,4 millions de m3 hors la loi

Pompage en 2011 : 217 000 000 000 litres / 18 670 000 000 kWh= 11,6 l par kwh

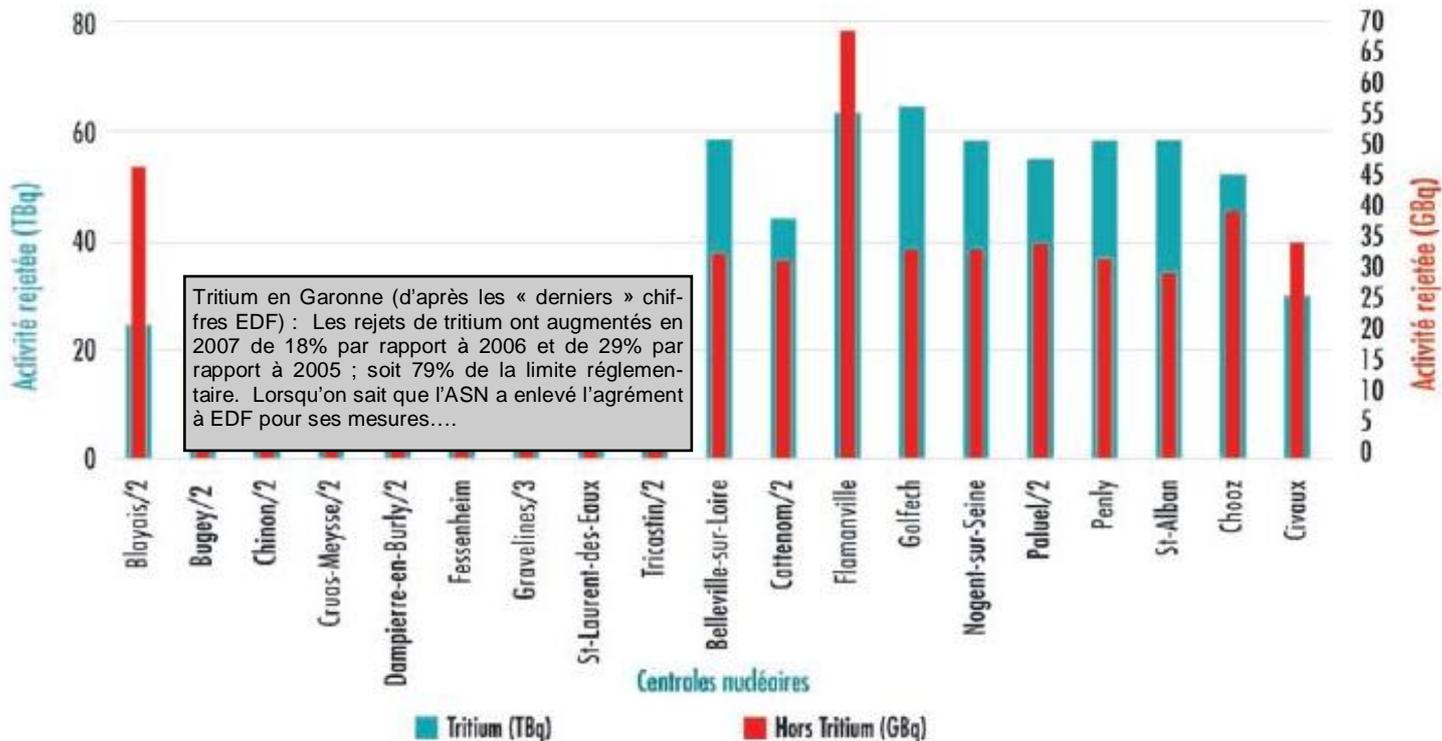
Evaporation : 40 860 000 000 litres / 18 670 000 000 kWh= 2,2 l par kWh

Source : rapport annuel de surveillance de l'environnement 2011

Ci-dessous : quand la situation de la Garonne est au « bord » de la crise

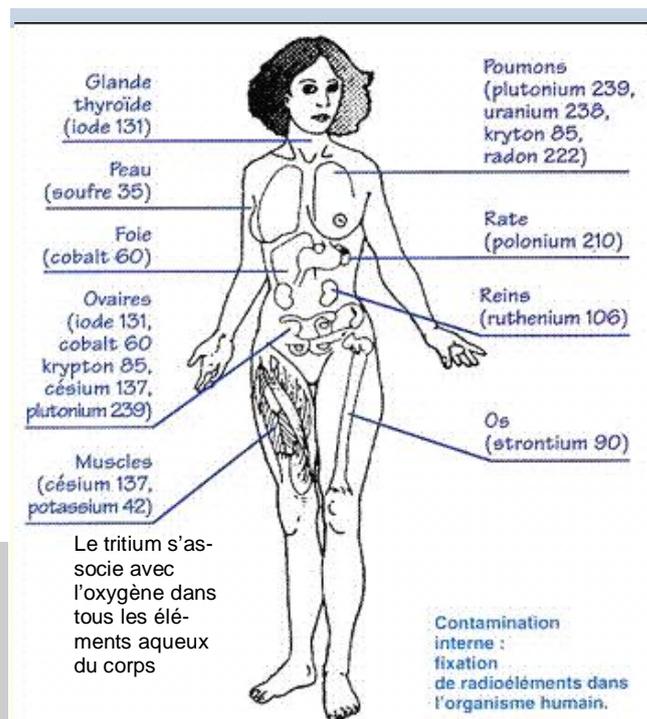


Âge des 28 centrales les plus anciennes (elles étaient prévues au départ pour durer entre 25 et 30 ans...): Fessenheim 1 et 2 (1977) Bugey 2, 3(1978), 4 et 5 (1979); Dampierre 1, 2 (1980); Tricastin 1, 2 (1980); Gravelines 1, 2, 3 (1980) 4 (1981); Dampierre 3 et 4 (1981); Tricastin 3 et 4 (1981); Saint-Laurent B1 et B2 (1981) Blayais 1(1981), 2 (1982); Chinon B1(1982) et B2 (1983); Blayais 3 et 4 (1983); Gravelines 5 (1984),6 (1985)

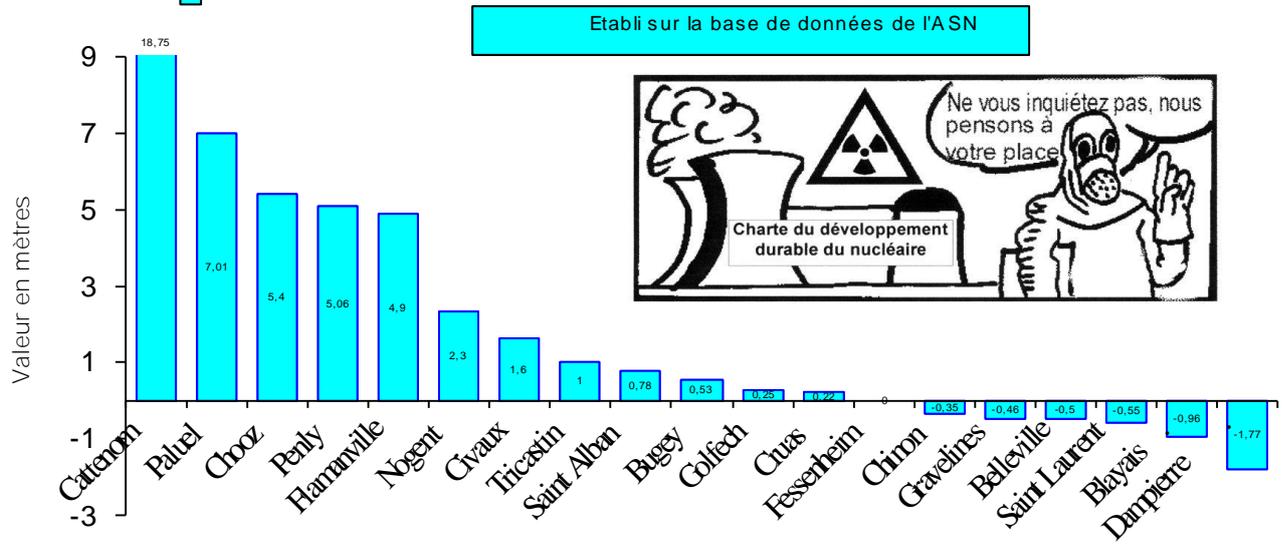


Radioéléments rejetés dans l'eau	Rejets En gigabecquerels	production en KWh	Rejets par KWh	Évolution rejets /KWh
Tritium 2007	63 300	19,5 milliards	3246 Bq	+9% par rapport à 2006
Tritium 2011	64 900	18,67	3476 Bq	+8% par rapport à 2010

Source rapport annuel Golftech	Rejets annuels autorisés en 2006 Actualisation 27 avril 2012	Rejets 2011
Rejets radioactifs dans atmosphère		
Tritium (hydrogène radioactif)	8 000 Giga becquerels°	1320 GBq
Gaz rares	45 000 Giga becquerels	1420 GBq
Iodes	800 Millions de becquerels	70 MBq
Produits activation ou fission	800 Millions Bq	6,2 MBq
Rejets radioactifs en Garonne		
Tritium	80 000 milliards de bq	64 900 GBq
Iodes	100 millions de becquerels	
Carbone 14	190 Giga bq	23,6 GBq
Produits activation ou fission	25 000 milliards de bq	
Rejets chimiques en Garonne		
Acide borique		Faibles doses ? «L'évaluation des risques liés à une exposition aux radiations qui sert de base à la législation européenne en vigueur, est grossièrement insuffisante et scientifiquement obsolète.» C'est la thèse brillamment étayée par le CERI (Comité Européen sur les Risques de l'Irradiation) sous la direction de Chris Busby. . Ce comité rassemble 46 scientifiques (.)Le CERI se base sur toutes les données épidémiologiques disponibles et introduit par le calcul des doses reçues des facteurs de pondération biologiques et biophysiques qui rendent compte des effets biologiques au niveau cellulaire pour tous les types d'irradiation et notamment par contamination interne. A ce sujet, les experts du CERI dénoncent eux aussi l'utilisation du modèle Hiroshima et Nagasaki qui ne tient pas compte de l'incorporation des polluants, de la concentration du rayonnement sur la seule partie du corps où se situe le polluant. « Par analogie la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) ne ferait pas la différence entre l'énergie reçue par une personne se tenant devant un charbon ardent et l'énergie qu'elle recevrait en avalant ce charbon». Ainsi selon le CERI, les effets d'une contamination
Sulfates	24t/j (tonnes/jour)	
Chlorures	5t/j	
Sodium	3,5 t/j	
Nitrates (NO2?)	3t/j	
Nitrites (NO3?)	1,1t/j	
TOTAL sels dissous pouvant être rejetés d'un coup	37 TONNES	
Rejets dans les eaux superficielles		
Azote Total	810kg/j	
DCO	2790kg/j (Demande Chimique en Oxygène)	
AOX	75kg/j (concentration des atomes de chlore)	
Phosphore total	52kg/j	
Métaux totaux	4,5kg/jr	



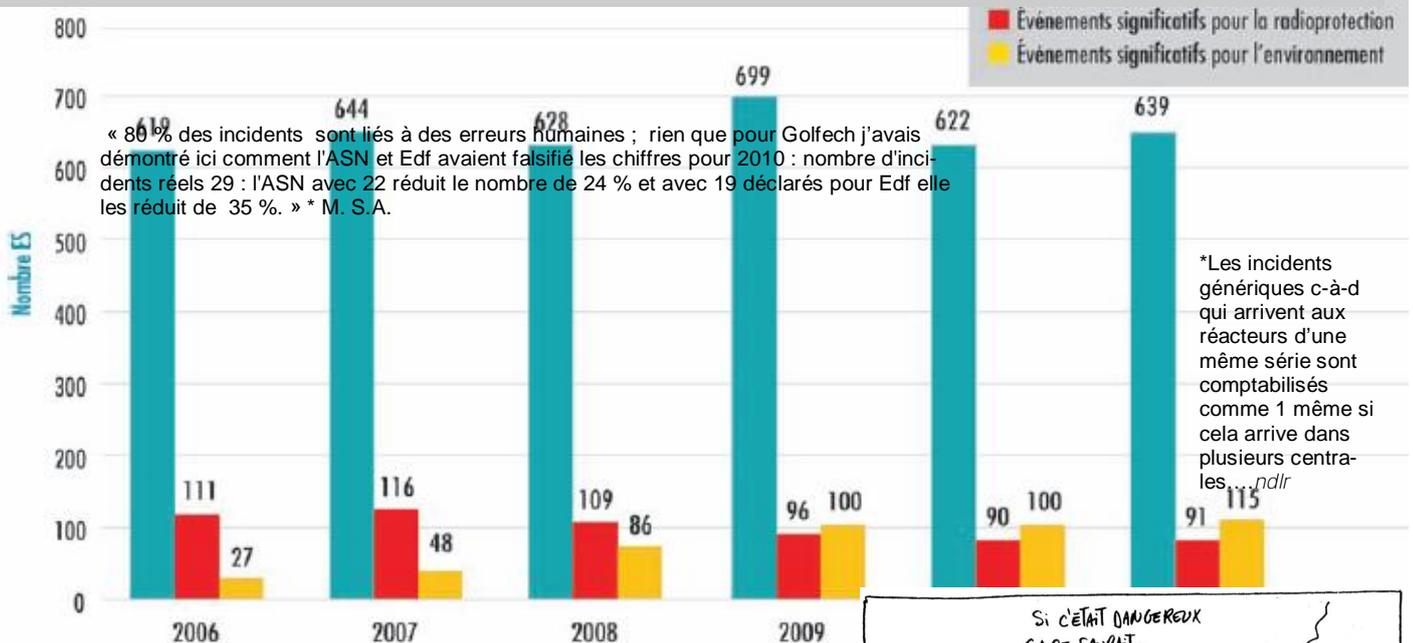
Situation des centrales nucléaires en regard du risque inondation



Golfech est particulièrement dangereuse : fragilité spécifique aux centrales 1300MW

B.Laponche dans « Atomes crochus » p15 cite Golfech dans les centrales à risques

« En France depuis le démarrage de la centrale de Fessenheim, 1er site électronucléaire mis en service en 1977, se sont produits de nombreux dysfonctionnements qui laissent imaginer l'occurrence d'un accident grave ». Trois exemples sont donnés dont « le blocage possible en cas d'accident des vannes des circuits de refroidissement de secours des réacteurs du palier P4 (douze réacteurs de 1300MWe des centrales de Belleville, Cattenom, Golfech, Nogent sur Seine et Penly) ». Pour commander la revue « Atomes crochus » voir encart p.11



(faibles doses suite) interne par des particules radioactives microscopiques notamment du plutonium ou d'uranium appauvri se révèlent 100 à 1000 fois plus graves que prévu par les instances officielles. De même, l'exposition à certains radio-isotopes particuliers comme le carbone 14, le tritium ou encore le strontium 90, produits et rejetés par l'industrie nucléaire, est largement plus dommageable qu'envisagé à ce jour.

Les scientifiques du CERI recommandent en conclusion des valeurs limites plus sévères pour les doses reçues par le public avec notamment la prise en compte des sujets les plus fragiles (enfants et adultes radiosensibles) : une dose de 0, 1 millisievert par personne et par an soit 10 fois moins que la dose admise.

<http://www.independentwho.org> (site de lutte pour indé-

pendance OMS—action vigies depuis 2007)



Études épidémiologiques autour de centrales nucléaires européennes

Texte réalisé le 15 septembre 2012 pour Stop Golfech par Marc Saint Aroman -

Comme vous pourrez en juger à travers les 7 études épidémiologiques résumées ci-dessous, le nucléaire apparaît sous un visage très différent de celui fabriqué et vendu par ses promoteurs : même sans accident majeur, le nucléaire engendre des problèmes sanitaires graves : les premières victimes des effets délétères de l'atome sont les enfants.

Dans ce qui suit, la vigilance de scientifiques indépendants s'est révélée utile à la démonstration des manipulations conduites délibérément par certains auteurs d'études : ces manipulations visent à gommer les excès de leucémies infantiles mis en évidence autour des installations nucléaires. Dans les études grotesques on notera celle autour du Tricastin (IV) dans laquelle l'Autorité de sûreté nucléaire s'est compromise. L'étude en Suisse est également notable (V) avec l'oubli de la moitié de la population exposée aux retombées des centrales... côté allemand ! Mais la Belgique (VII) décroche le pompon de la caricature scientifique avec un périmètre d'étude de 20 km autour des centrales alors que l'histoire de l'épidémiologie autour des « centres nucléaires de production électrique » a démontré que c'est dans un périmètre de 5 km parfois de 10 km qu'apparaît l'essentiel des problèmes sanitaires. Petit tour des études autour des centrales atomiques européennes et seulement des centrales puisque nous ne disposons pas encore de données épidémiologiques sur l'ensemble de la chaîne du nucléaire (*),

- I - Leucémies et centrales anglaises 1987 -

« Risque de leucémie augmenté près des centrales nucléaires »

L'équipe du Dr Roman (Département d'épidémiologie de l'hôpital universitaire de Londres), a évalué l'incidence des leucémies chez l'enfant à proximité des centrales nucléaires.

Entre 1972 et 1985, les auteurs ont diagnostiqué 89 cas de leucémies chez des enfants âgés de moins de 14 ans dans les régions dans lesquelles sont implantées des centrales nucléaires, Berkshire, Basingstoke Ouest, et Hampshire Nord. L'augmentation de l'incidence de leucémies chez l'enfant a été significative dans une zone de 10 km de rayon autour des centrales nucléaires. Ainsi, 41 enfants de moins de 14 ans ont été atteints de leucémies dans le périmètre de ces zones, + 43 % contre 28,6 (rapporté au même nombre d'enfants) dans la population générale dans cette tranche d'âge. Cette élévation de l'incidence de leucémies a été particulièrement marquée chez les enfants de moins de 4 ans: 29 cas de leucémies observés contre 14,4 prévus soit une multiplication par deux. Autour de la centrale de Dounreay, une augmentation de l'incidence de leucémies chez l'enfant a également été notée.

Précautions sémantiques des auteurs : selon Darby et coll., de l'hôpital Radcliffe d'Oxford, cette élévation n'est pas liée ou pas seulement, aux radiations nucléaires constatées dans cette région, à moins que les doses reçues au niveau de la moelle osseuse n'aient été sous-estimées. Les auteurs évoquent la nécessité de prendre en compte la manipulation de matériaux différents selon les centrales, la survenue possible de maladies infectieuses, ou d'un facteur environnemental non identifié, qui retentiraient sur l'incidence de leucémies.

- D'après : Le Généraliste n°906, 24 avril 1987 - Dr Catherine COUSERGUE -

- II - Étude autour de La Hague 1997 J-F Viel -

Une nouvelle étude « Epidemiol. santé 2001 » confirme les conclusions des travaux du professeur J-F Viel – produits en 1997 – concernant l'excès de leucémies infantiles autour

de Beaumont La Hague..

- Conception — une étude géographique de l'incidence à l'aide de trois zones définies selon leur distance du site a été effectuée (Circonscription électorale de Beaumont-Hague : 0 à 10 km - 10 à 20 km et 20 à 35 km).

Le risque de leucémie a été estimé à partir du nombre de cas observés par rapport au nombre de cas prévus (SIR).

- Participants — toutes les personnes de moins de 25 ans vivant dans la région d'étude entre 1978 et 1998.

- Principaux résultats — le nombre de cas de leucémie observés dans la région d'étude était conforme à la valeur attendue (SIR = 1,03 ; 95 % CI: 0,73, 1,41).

La SIR dans la circonscription électorale de Beaumont-Hague est à 2.17 (IC à 95 %: 0,71, 5.07). Il s'agit de cas de leucémies lymphoblastique aiguë.

Conclusion - cette étude indique une augmentation incidence de la leucémie dans la région situé à moins de 10 km de l'usine.

- D'après l'étude de : A-V Guizard, Boutou O, D Pottier, Troussard X, D Pheby, Launoy G, R Slama, une Spira, et ARKM -



Note : en 2005, l'IRSN finissait par reconnaître « l'incidence élevée de leucémies observées dans la canton de Beaumont-Hague » tout en balayant une responsabilité de la radioactivité : « Sur la question du risque de leucémie associé aux rejets radioactifs des installations nucléaires du Nord-Cotentin, les résultats obtenus permettent de conclure qu'il est peu probable que ces rejets soient à l'origine de l'incidence élevée de leucémies observée dans le canton de Beaumont-Hague (http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Communiqués_et_dossiers_de_presse/Pages/resultats_etude_du_Groupe_Radioecologie_Nord-Cotentin.aspx)

- III - Etude Allemande 2007 -

- III - 1 - « Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande de toute urgence une étude scientifique équivalente à celle menée en Allemagne »

Leucémies autour des centrales nucléaires :

Sur la période 1980-2003 dans les régions proches de 21 réacteurs ou anciens réacteurs allemands, l'étude montre que le risque de cancer augmente de 60% lorsque l'enfant

habite à moins de 5 km d'une centrale, et de 117% si on prend en compte uniquement les leucémies. **L'étude montre aussi que l'excès de cancers et leucémies est détectable jusqu'à 50 km autour des installations nucléaires.**

- D'après le communiqué de presse du 13/12/2007 du réseau *Sortir du nucléaire* - III - 2 - « Allemagne: des leucémies en plus grand nombre près des centrales nucléaires »

L'incidence des leucémies chez les jeunes enfants serait deux fois plus forte près des centrales nucléaires. L'étude universitaire est sérieuse, mais contredit les explications scientifiques.

Nouveau coup dur pour le nucléaire en Allemagne: une étude de l'université de Mayence montre que, parmi les enfants de moins de cinq ans grandissant à moins de cinq kilomètres d'une des seize centrales atomiques du pays, les cas de leucémies sont deux fois plus fréquents que dans d'autres régions. **Même si les scientifiques n'ont pas pu prouver de relation de cause à effet, cette statistique inquiétante renforce le camp des sceptiques.**

Résultat: entre 1980 et 2003, 37 enfants de moins de cinq ans vivant dans le voisinage des réacteurs ont été atteints de leucémie; dans les régions éloignées, la moyenne statistique est de 17 cas.

Et toujours les précautions des auteurs : il n'y a « pas de relation de cause à effet entre centrales et leucémie ».

Le désarroi est grand sur le plan médical, car « il est avéré que la radioactivité des centrales est mille fois trop faible pour déclencher un cancer dans le corps d'un petit enfant. » - D'après *La Libre Belgique*, 12/12/2007 -

Note : Par rapport à cette étude, l'RSN écrivait en 2008 : « *L'excès de leucémies chez les 0-4 ans résidant à moins de 5 km des centrales allemandes n'est pas conforté par les études conduites dans d'autres pays,* » (http://irsnsience.reycom.org/Transparents/3_Laurier.pdf)

- IV - Étude Tricastin En juin 2010 -

« Les cancers autour du site nucléaire du Tricastin : diluer les risques pour ne pas les voir »

Une Scientifique démonte les subterfuges utilisés dans l'étude épidémiologique de juin 2010 réalisée par l'Observatoire régional de santé (ORS) de la région Rhone-Alpes et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Le rapport de l'ASN et de l'ORS porte sur une étude sanitaire descriptive sur les cancers autour du site de Tricastin.

Parmi les falsifications dénichées par l'auteure :

- la sélection des échantillons ne s'est pas faite par rapport à une éventuelle proximité des installations nucléaires de Tricastin mais... avec le code postal des communes : plus on agrandit le périmètre observé, moins les « détails » peuvent apparaître et l'ensemble de l'étude est construite sur ce principe.

- Une question initiale mal posée : **Dans l'étude concernant la population vivant autour du Tricastin, l'objectif poursuivi par l'ORS et l'ASN, a été de décrire globalement la mortalité et la morbidité par cancer dans la zone d'étude, sans s'intéresser nullement à l'histoire professionnelle et résidentielle des personnes atteintes ou décédées de cancer.**

- Et les cancers d'enfants ? ces cancers peuvent être associés non seulement à une exposition aux rayonnements ionisants de l'enfant lui-même, mais aussi à une exposition in utero lors de la grossesse de sa mère ou à une mutation cellulaire de l'ADN du père du fait de sa propre exposition aux rayonnements

ionisants.

La conclusion de l'étude précise : « **L'étude cancers n'a pas mis en évidence de situation spécifique sur la zone d'étude du Tricastin par rapport à une situation de référence (départementale ou nationale).** [...] En conséquence, il apparaît au comité de pilotage qu'il n'est pas nécessaire d'envisager une suite à cette étude sur ce territoire. » (Sic)

D'après Annie Thébaud-Mony . Dir. de Recherche Inserm, Dir. du Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle, Université Paris 13



- V - Leucémies et centrales Suisse juillet 2011 -

- V - I - Étude CANUPIS sur le cancer chez l'enfant à proximité des centrales nucléaires en Suisse Cette étude dite CANUPIS a été publiée le 12 juillet 2011 dans l'éminente revue « International Journal of Epidemiology. ». La Ligue suisse contre le cancer commença par examiner la viabilité d'une étude analysant cette question de cancers et de proximité de centrales nucléaires. Deux facteurs rendaient clairement l'hypothèse d'une étude viable - premièrement, le Registre suisse du cancer de l'enfant (RSCE), rattaché au célèbre Institut de médecine sociale et préventive (IMSP) de l'Université de Berne, répertorie, depuis 1976 tous les types de cancer de l'enfant en Suisse - deuxièmement, les premiers calculs ont montré que le nombre de cas d'enfants ayant développé un cancer en Suisse était suffisamment important pour que l'on puisse obtenir un résultat statistiquement significatif si l'effet des centrales nucléaires suisses était aussi marqué que celui observé en Allemagne (autrement dit un doublement du risque de leucémie chez les enfants âgés de 0 à 4 ans). Au total, l'étude CANUPIS montre que la fréquence des cancers et des leucémies chez les enfants vivant à proximité de centrales nucléaires n'est pas statistiquement augmentée. Même si ces résultats sont rassurants à première vue, la preuve n'est toutefois nullement apportée que les centrales nucléaires n'exercent aucun effet nocif. Il est incontestable que le rayonnement radioactif est cancérigène.

- D'après la Ligue contre le cancer 12.07.2011-

- V - II- Risques de cancer accrus chez l'enfant à proximité des centrales

La centrale de Beznau, à Dottingen, en Suisse, à la frontière avec l'Allemagne. Archives Darek Szuster
Le risque pour les jeunes enfants qui vivent à proximité d'une centrale nucléaire de souffrir d'une leucémie est 44 % plus élevé que dans le reste de la population, selon une étude publiée en Allemagne par le Dr Alfred Körblein.

« Cette étude suisse n'a tenu compte que des cas de maladie enregistrés en Suisse, mais pas des cas enregistrés, du

côté allemand, dans le périmètre des centrales nucléaires suisses », a déclaré le Dr Körblein à la télévision suisse allemande. « Si l'on tient compte des cas de leucémie qui y ont été enregistrés, cela donne de toute façon un risque massivement accru, comme dans les analyses des données allemandes et britanniques », a-t-il expliqué.

Trois des cinq réacteurs nucléaires suisses (Beznau I et II et Leibstadt) se trouvent sur le Rhin, à la frontière entre la Suisse et l'Allemagne.

« Cette analyse comparée, menée par le Dr Körblein, constitue une preuve de plus que les centrales nucléaires sont déjà dangereuses lorsqu'elles sont exploitées normalement, contrairement à ce qui était reconnu jusqu'ici, estime le médecin allemand Reinhold Thiel, membre de l'association des médecins allemands contre la guerre nucléaire (IPPNW). Le risque accru de leucémie à proximité des centrales nucléaires pourrait s'expliquer par les émissions de particules radioactives et de gaz radioactifs lors du changement d'éléments de combustible nucléaire. Jusqu'à présent, seules des valeurs moyennes d'émissions ont été publiées. « Les valeurs maximales sont toujours considérées comme propriété des exploitants des centrales. »

C'est pourquoi l'association IPPNW revendique la publication et la mise à disposition de la recherche des valeurs maximales et des valeurs par demi-heure des émissions des centrales nucléaires, afin de prendre en compte les risques pour les enfants à naître. - D'après L'Alsace le 17/09/2011 à 05:00 par E. S. -

- VI - Leucémies et centrales en France janvier 2012 : In- serm

En règle générale, aucun risque excessif n'a été mis en évidence par les études multi-sites, bien que des excès persistants de leucémie infantile aiguë (AL) aient été localisés et signalés autour de quelques sites spécifiques (Sellafield et Dounreay, centres de retraitement du combustible nucléaires au Royaume-Uni, l'usine atomique de Krummel en Allemagne).

Récemment, l'Allemand KiKK, à travers une étude basée sur la population de cas-témoins a montré une association entre la leucémie chez les enfants de moins de 5 ans et vivant à moins de 5 km d'une centrale nucléaire.

En France, une étude de National Geographic sur la période 1990-1998 a été réalisée mais n'a pas trouvé d'association entre l'incidence de leucémie infantile aiguë de l'enfance et la proximité de sites nucléaires.

Une autre étude cas-témoin (Géocap) sur la période 2002-2007, a analysé les risques de leucémie infantile aiguë en fonction de la proximité des centrales nucléaires :

Les leucémies aiguës infantiles ont été significativement associées à la vie à moins de 5 km d'une centrale nucléaire : « NPP OR = 1,9 [1,0 à 3,2] » soit 1,9 fois plus de leucémies infantiles que chez les cas témoins).

Pour la période 2002-2007 en France il y a un doublement de la fréquence d'apparition des leucémies infantiles : l'augmentation va jusqu'à 2,2 chez les enfants de moins de 5 ans à l'intérieur d'un rayon de 5 km.
- pour l'ensemble des enfants de 5 à 15 ans, et l'incidence constatée est de 1,9.

- D'après Childhood leukemia around French nuclear power plants
- the Geocap study, 2002-2007

NUKE. SLOWGENOCIDE.

Êtes-vous d'accord pour transformer les terres autochtones en poubelle nucléaire? Aidez-nous à dire non, en devenant co-producteur du prochain film documentaire de Vanessa Escalante : <http://www.touscoprod.com/project/produce?id=296>

Mystère à éclaircir : pourquoi Edf a-t-elle rabattu, début des années 2000, le tritium qu'elle rejetait jusque là dans l'atmosphère vers les fleuves, les rivières ou la mer ? Un responsable de l'autorité de sûreté nucléaire évoquait à l'époque l'hypothèse selon laquelle on respirait plus d'air qu'on ne buvait d'eau et que l'exposition au tritium deviendrait donc moindre... Si cette question reprend aujourd'hui une dimension importante c'est que la période d'apparition de leucémies (2002 – 2007) correspond à celle de modification technique de rejets en tritium de l'atmosphère vers l'eau...

- VII - Etude belge avril 2012 -

L'incidence de certains types de cancers est plus élevée autour des sites nucléaires de Mol-Dessel et Fleurus, selon une étude de l'Institut supérieur de la Santé (ISP).

Toujours les précautions : « D'après cette étude, qui selon ses auteurs appelle un approfondissement, aucun élément scientifique ne permet cependant de faire un lien entre l'activité nucléaire et le niveau d'incidence. »

Autour des sites de Mol-Dessel et Fleurus, l'incidence du cancer de la thyroïde est supérieure aux moyennes régionales respectives (situation qui est cependant également constatée dans des zones dépourvues de sites nucléaires précisent les auteurs).

Nouvelle précaution : Autour de Mol-Dessel, on constate également une incidence plus élevée de leucémie infantile, potentiellement en lien avec l'activité nucléaire mais l'observation, basée sur un très faible nombre de cas ne permet à cet égard pas de valider une telle conclusion. Les communes belges situées à proximité de la centrale de Chooz, en France, ont également fait l'objet des recherches. On n'y a détecté aucun cas de leucémie infantile aiguë.

Le nombre de cas de cancer de la thyroïde rapporté à une petite population ne permet pas d'en tirer des conclusions valides, sachant que les autorités françaises n'ont pas souhaité collaborer. Rien de particulier n'est mis au jour dans les environs de Tihange et de Doel. L'étude de l'ISP a été réalisée à la demande de la ministre des Affaires sociales et de la Santé Laurette Onkelinx après un incident survenu en 2008 à l'institut des radioéléments à Fleurus.

Éléments de l'étude : - la recherche d'excès d'incidence du cancer de thyroïde a été effectuée dans une zone de référence de 20 km autour des sites nucléaires,

- pour les leucémies infantiles, aucun des sites nucléaires n'a montré un excès significatif de leucémie chez les enfants de la zone de proximité de 20 km.

D'après « 7 sur 7 » Plus de cancers à Mol-Dessel et à Fleurus 25/04/12 - 18h20

Conclusion -

Il est notable que pour chacune des études évoquées ci-dessus, l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) a produit un dossier de démontage de cette étude expliquant en substance que la faiblesse des doses de radioactivité rejetées par les centrales nucléaires ne peuvent en aucun cas expliquer une augmentation de problèmes de santé. L'institut concluait systématiquement par ce type de phrase : « Cette observation (Ndr : l'excès constaté de leucémies) pourrait être due à des facteurs de risque non déterminés présents à proximité des installations nucléaires. Ce résultat pousse à un approfondissement des recherches sur les causes des leucémies infantiles. » Suite aux avis de l'IRSN, les médias concluaient à leurs tours que les centrales atomiques étaient exonérées de responsabilité dans cet excès pourtant établi. Quelle que soit l'origine des leucémies et cancers infantiles liée à la proximité

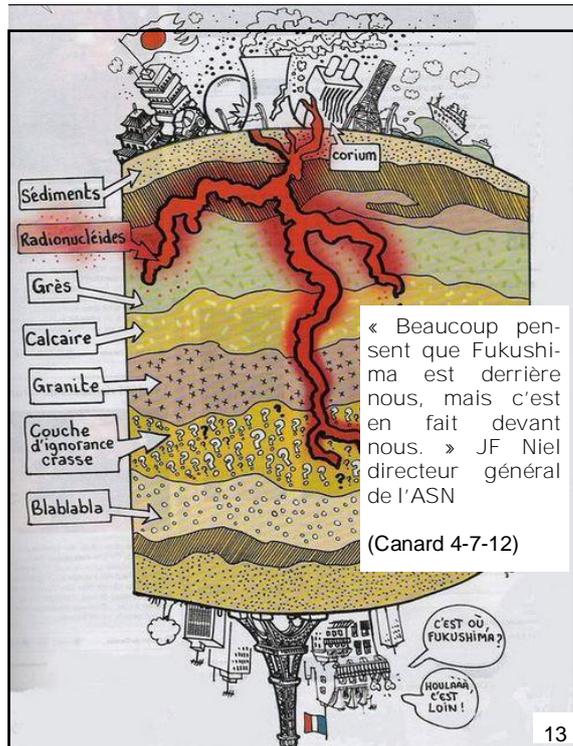
Études épidémiologiques (fin)

des centrales nucléaires rejetant massivement de la chimie, de la radioactivité de la chaleur des bactéries, des amibes pathogènes... - le constat étant établi, une réaction s'impose car nous ne sommes déjà plus dans le principe de précaution mais dans celui de certitude : il est donc obligatoire d'interdire une présence infantile ou de femmes enceintes dans ces périmètres.

Des personnes de Stop Golfech ont demandé, le 21 mai 2012 à M. Alexis Calafat (président de la Commission locale d'Information de la centrale nucléaire de Golfech), puisqu'il n'était pas sur notre démarche de demande de mise à l'arrêt des réacteurs, de participer, à minima, à l'aide au relogement de foyers comportant des enfants ou des femmes enceintes afin que plus aucune de ces personnes ne séjourne dans ce périmètre morbide et mortifère de 5 km... Nous pensons en particulier à la récente dérogation préfectorale qui permet la construction d'une nouvelle gendarmerie dans ce périmètre de 5 kilomètres de Golfech : les familles de gendarmes vont pouvoir s'installer dans cette zone malgré une interdiction nationale : il est vrai que les nouvelles constructions sont officiellement interdites pour faciliter les évacuations dans le cas de survenue d'un accident grave sur les centrales atomiques. Pour les décideurs ce type de dégâts sanitaire fait partie du tribut à payer par la société, ils le juge acceptable et légifèrent pour le rendre légal... tout en ne sollicitant jamais l'avis des citoyens.

(*) A tous ceux qui reprennent la théorie selon laquelle le charbon ferait plus de victimes dans les mines que l'atome, nous les invitons à aller s'informer sur ce qui se passe en amont des centrales nucléaires sur les sites d'extraction de l'uranium – tous extérieurs à la France - : ce sont non seulement les mineurs qui sont affectés par les émissions radioactives mais toutes leurs familles puisque l'air l'eau et les sols sont hautement contaminés - Voir le cas très bien documenté des mines d'uranium du Niger -

Note : remerciements particuliers à Patrice K. pour sa sollicitation pour une conférence à biocybèle 2012 ayant pour thème : « rapport sur les leucémies autour des centrales nucléaires », conférence qui a permis la réalisation de cette synthèse.



« Beaucoup pensent que Fukushima est derrière nous, mais c'est en fait devant nous. » JF Niel directeur général de l'ASN

(Canard 4-7-12)

13

Ils entourloupent à COMURHEX (Narbonne)

Une nouvelle définition de l'uranium naturel par AREVA et l'ASN

Par définition, l'uranium naturel, celui qui existe dans la nature, ne contient que de l'uranium.

Mais cette évidence gêne actuellement la COMURHEX, filiale d'AREVA. Alors, pourquoi ne pas changer la définition ? Aussitôt dit, aussitôt fait ! Avec la bénédiction de l'ASN (autorité de sûreté nucléaire), la COMURHEX nous a expliqué que désormais : tout uranium contenant un peu de plutonium, mais pas trop, serait considéré comme de l'uranium naturel. (La limite proposée est de 1000 Becquerels de plutonium par kilo d'uranium)

Sachant que le plutonium est un produit qui n'existait pas avant que l'homme ne le fabrique, cette définition insolite qui demande quelques explications.

Quand la COMURHEX à Narbonne traitait de l'uranium de retraitement

Jusqu'en 1983, la COMURHEX de Narbonne avait utilisé de l'uranium de retraitement, c'est-à-dire de l'uranium qui était passé par un réacteur nucléaire, était devenu du combustible usé, envoyé à La Hague, retraité pour isoler l'uranium, lequel était renvoyé à Narbonne en remplacement d'uranium naturel. Évidemment, cet uranium contenait des impuretés comme des résidus de produits de fission et du plutonium. Nous savions que ces impuretés se sont retrouvées dans les bassins de décantation ; c'est même pour cette raison que ces bassins B1 et B2 ont été déclarés INB (Installation Nucléaire de Base). Mais nous pensions que c'était les seules traces qui subsistaient de cette époque. Tel n'est pas le cas.

Et aujourd'hui, le plutonium circule avec l'uranium entre les deux usines de Comurhex

En effet, le produit qui sort de Narbonne (tétrafluorure d'uranium) va à Pierrelatte pour être transformé en un gaz avant enrichissement. Le rendement de cette transformation dépasse 99%. Le reste qui contient des impuretés est renvoyé à Narbonne pour être à nouveau transformé. Depuis 1983, aucun nouveau produit contenant du plutonium n'a été injecté dans ce circuit entre les 2 usines et pourtant, aujourd'hui encore, près de 30 ans après, des traces importantes de plutonium sont encore là et circulent entre les 2 usines !

Le nouvel arrêté de Comurhex limite la quantité de plutonium par kilo d'uranium

La Comurhex vient d'obtenir un nouvel arrêté l'autorisant à accroître de 50% sa capacité de production, passant de 14.000 tonnes par an à 21.000 tonnes par an.

Pour la première fois, cet arrêté d'autorisation explique qu'il y a du plutonium dans ces circuits et qu'il y a une limite maximum à la présence du plutonium (probablement un peu au-dessus de ce qui circule dans l'usine). Évidemment, on pourrait considérer cela comme un progrès sur la transparence car jamais, auparavant, l'information n'avait été donnée.

Mais, naturellement, du plutonium en permanence dans ce circuit fait que Comurhex ne traite pas que de l'uranium naturel, donc c'est toute l'installation qui devrait être déclarée INB et pas seulement les deux bassins B1 et B2.

Hors de question pour AREVA-COMURHEX ! Au lieu de cela, privilège exceptionnel du nucléaire en France, c'est la définition de l'uranium naturel qui va être changée avec l'accord de l'ASN...

Ce qui est à peine croyable également, c'est que, depuis 20 ans, le plutonium est toujours là et fait des allers retours entre Narbonne et Pierrelatte !

Naturellement, à la question posée lors de ce CO25 Juin 2012 DERST qui examinait l'arrêté autorisant l'extension de 50% de la capacité de l'usine, j'ai votée contre, mais j'étais bien seule !

http://eccla.free.fr/index/12_06_25-areva-def-uranium.htm

Maryse Arditi Présidente d'ECCLA 25-6-12

Observatoire du nucléaire - <http://www.observatoire-du-nucleaire.org> Communiqué du 31 août 2012

Scoop-Nucléaire : le réacteur français EPR rejeté par l'Autorité de sûreté des USA !

Nouvelle déconvenue majeure pour l'industrie nucléaire française et son "avenir"

L'Atomic Safety and Licensing Board (ASLB), instance de la NRC (autorité de sûreté nucléaires des USA) chargée d'accorder les licences d'exploitation, vient d'atomiser les espoirs de l'industrie nucléaire française en refusant jeudi 30 août la licence demandée par EDF pour construire un réacteur EPR à Calvert Cliffs (Maryland)



EAU, BIEN COMMUN ? LES VOLEURS D'EAU SE BOUFFENT LE NEZ

Dans *Stop Golfech* n°66 (sept. 2010) j'ai décrit la situation de la gestion de l'Eau en France après le vote, en 2006, de la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) et l'adoption, en 2009, pour le Sud-Ouest, de ses mesures d'application par un SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux), SDAGE et mesures refusés par les associations de protection de la nature et de l'environnement (APNE).

Depuis 2010 la situation s'est dégradée, voire envenimée. Profitant de la réaffirmation de la « ressource en eau » par la LEMA, les irrigants maïsiculteurs principalement réclament de nouveaux réservoirs, exigences confortées par le gouvernement, bien que celui-ci a fait savoir qu'il se désengageait du financement d'un tel programme.

Le nouveau programme des réservoirs d'irrigation en Adour-Garonne

Les promoteurs des réservoirs d'irrigation, principalement dans le bassin de l'Adour, ont fait connaître les barrages qu'ils envisageaient. En mars 2012 une mission interministérielle (ministère de l'Agriculture et ministère « de l'Ecologie ») a publié l'inventaire des réservoirs envisageables en Adour-Garonne.

Dans le bassin de l'Adour on répertorie quatre grands barrages-réservoirs (5 et 7 millions de m³) « devant se faire », une demi-douzaine de réservoirs d'un million de m³ et la relance d'un projet impensable : un transfert d'eau du Gave de Pau dans le bassin moyen de l'Adour.

Ailleurs, dans le Sud-Ouest, sont projetés – ou envisagés – un barrage-réservoir dans le Tarn, un dans l'Aveyron, un dans le Lot, deux dans l'Agenais, deux dans le bassin de la Dordogne et une foule de « bassines » (réservoirs de substitution étanchéifiés) dans le bassin de la Charente.

Ce programme est totalement démentiel quant à son coût et quant à son utilité publique non démontrée. Rien que le coût des ouvrages projetés dans le bassin de l'Adour s'élève à 100 millions d'euros ! Si on divise le devis d'un ouvrage par la capacité du réservoir, on trouve un coût du m³ d'eau stocké dépassant le prix du m³ d'eau potable du robinet ! En 2003, pour le réservoir du Gabassot (64 – Garlin), le m³ stocké atteignait 1 euro. A présent il s'élèverait à 2,5 euros pour le barrage de l'Ousse (près de Tarbes), à 3 euros pour la plupart des autres réservoirs en projet dans le bassin de l'Adour et à 5,3 euros pour les réservoirs « hauts pyrénéens ». Le record serait détenu par les « bassines » du bassin de la Charente dont le m³ stocké pourrait atteindre 7 euros ! La Confédération Paysanne a calculé que pour les « bassines » projetées en Vendée, avec un coût de 4,15 euros le m³ d'eau stocké, le coût réel de l'irrigation à l'ha se chiffrait au double du prix du foncier de cet hectare. Même raisonnement de la part de l'UFC pour les « bassines » envisagées dans la Vienne avec un coût record de 8,1 euros le m³ !

D'or et déjà une enquête publique a eu lieu en mai-juin 2012 pour la surélévation du barrage de Sère-Rustaing (Htes-Pyr.). Augmentation de 0,5 million de m³ pour un coût de 1,85 million d'euros (3,7 euros le m³ stocké). Promoteurs : l'Institution Adour, un EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) uniquement composé de 20 conseillers généraux (bravo la démocratie !) et la CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne), Société d'aménagement rural et société d'économie mixte par actions ayant le quasi monopole de la maîtrise d'œuvre des barrages-réservoirs en Midi-Pyrénées et en Aquitaine.

A quoi sert la Commission Européenne ?

Les directives européennes sur l'Eau constituent une réglementation internationale a priori positive : les ouvrages hydrauliques envisageables ne doivent pas détruire des milieux Naturels, perturber la dynamique fluviale, doivent reposer sur une démocratie participative, être justifiés par une utilité publique et par une rentabilité (par la « récupération des coûts »), enfin respecter l'ouverture des marchés publics (appel d'offre international pour l'élection du maître d'œuvre).

Ces principes n'étaient pas du tout appliqués pour la grande majorité des barrages-réservoirs réalisés, en Adour-Garonne, depuis les années 1980, ou bien à l'état de projet en 2005. De ce fait, neuf APNE du Sud-Ouest déposèrent, en 2006, une plainte auprès de la Commission Européenne pour le « non respect du Droit communautaire ». Les directions de la Commission ne retinrent pas les impacts (pourtant démontrés) des ouvrages sur l'environnement, mais admettent que les directives sur l'ouverture des marchés publics n'étaient pas appliquées. En effet la CACG était désignée de gré à gré comme maître d'œuvre par les maîtres d'ouvrage (des Conseils généraux ou des EPTB), la dite CACG ne lançant pas d'appels d'offre pour la sous-traitance auprès des grandes entreprises de travaux publics.

La plainte était donc en bonne voie quand, en 2009, la Commission Européenne fit connaître son classement aux APNE sans aucune explication. Une députée européenne « verte » dut intervenir auprès de la Commission pour obtenir des explications lesquelles s'avèrent totalement mensongères. Pour

d'autres non-respects du

Droit communautaire, la France échappa, de la même façon, aux sanctions de la Cour européenne de justice. C'est le cas, en particulier, de la pollution des eaux par les nitrates en Bretagne (la France était tenue d'appliquer la « directive nitrates » visant à supprimer cette pollution). Deux questions alors se posent : à quoi servent les directives européennes ? A quoi sert la Commission Européenne ?

De l'eau pour le maïs ou de l'eau pour les tortues ?

Des maïsiculteurs gersois irrigants ont augmenté la pression au mois d'août dernier pour obtenir de nouveaux réservoirs. A Riscle, bourg sur l'Adour, l'ancienne perception a été bombardée avec ces inscriptions : DE L'EAU POUR LE MAIS – CA VA BARDER – A MORT !

Manifestation plus grave avec le sabotage de l'étang du Moura (près d'Espas en Bas-Armagnac), étang ancien inclus dans le site Natura 2000 « Etangs d'Armagnac ». Cet étang, abritant des cistudes (tortues d'eau), avait été acheté, au printemps, par le Conseil général du Gers. La vanne de vidange de l'étang fut cassée et le réservoir se vida en partie. Un bâtiment ancien, mais en ruines, fut incendié et tagué avec cette phrase : MARTIN TU PEUT (sic) EN ACHETER DE L'EAU POUR (les) TORTUES. Philippe Martin est le président du Conseil général, également député (abandonnera-t-il son cumul fin septembre en appliquant les consignes de son parti politique ?)

Ce vandalisme suscita des communiqués indignés de la part des APNE et du collectif « Bien vivre dans le Gers ». Pour ma part je jeterai deux pierres : l'une sur les auteurs de ces dégradations, l'autre sur le Conseil général. En effet, la décision d'acheter l'étang du Moura a été prise de manière non



LES VOLEURS D'EAU (fin)

démocratique, apparemment sans la consultation du Comité « Natura 2000 ». Le prix d'achat (300 000 euros obtenus grâce à une aide européenne) aurait été bien mieux utilisé pour une autre opération écologique ou bien dans le domaine social.

En effet, à part les cistudes, le site du Moura n'offre que peu d'intérêt sur le plan écologique, faunistique et floristique. L'achat du site était une opération politique destinée à créer une vitrine écolo. Déjà en 2001 le Conseil général du Gers et l'Institution Adour avaient agi de façon similaire. Propriétaire de terrains aux abords de l'Adour, à Jû-Belloc, l'EPTB avait décidé de faire de ces parcelles, devenues des milieux naturels intéressants, une réserve naturelle volontaire. Hélas le Comité de gestion qui devait aménager le site ne fut pas créé et des bulldozers furent dépêchés par l'Institution Adour pour tracer dans les boisements une large piste de 4x4. Le label « réserve naturelle » ne fut pas, évidemment, accordé.

Pour en revenir à l'affaire de l'étang du Moura, on peut dire que les voleurs d'eau se sont bouffés le nez. En effet les conseillers généraux du Gers, certains se retrouvant dans l'Institution Adour, ont toujours été les promoteurs de barrages-réservoirs. Sans doute des maïsiculteurs irrigants rêvaient-ils d'utiliser l'étang du Moura comme réservoir d'irrigation...

Et Charlas dans tout cela ?

Certains grands barrages servent pour l'énergie nucléaire : ils sont des réservoirs « de soutien d'étiage » assurant, en amont d'une centrale, un débit suffisant du fleuve pour l'alimentation en eau de cette centrale. Pour Golfèch un réservoir est utilisé pour cela : celui de Lunax-Gimone, à Boulogne-sur-Gesse (31), disposant pour Golfèch de 10 millions de m³. Mais le quota légal d'eau évaporable par la centrale est maintenant atteint voire dépassé (voir *Stop Golfèch* n°66). Le barrage-réservoir géant de Charlas dans le Comminges (110 millions de m³), vieux projet serpent de mer, pourrait pallier à la situation, bien qu'officiellement il n'est écrit nulle part que ce réservoir servirait à Golfèch.

On voit ainsi que la question des nouveaux réservoirs est plutôt embrouillée. Les maïsiculteurs irrigants ont l'indécence de se plaindre alors que les retenues actuelles pour l'irrigation du maïs sont amplement suffisantes. On peut supposer qu'ils sont manipulés par les faiseurs de barrages (la CACG en premier lieu et ses actionnaires) et motivés par les primes à l'irrigation (en réclamant encore plus d'eau on justifie le maintien de ces aides, voire leur augmentation).

Effectivement, avec les sécheresses actuelles, certains agriculteurs manquent d'eau, principalement les éleveurs. La situation pourrait être résolue par des petits réservoirs bien conçus et peu onéreux (et non par de grands barrages confiés à la CACG ou bien par des « bassines » coûtant jusqu'à 7 euros le m³ d'eau stocké !) Par ailleurs certains fourrages, comme le sorgho, n'ont pas besoin d'être irrigués. Enfin il faut adapter les productions agricoles à la ressource en eau naturelle et non vouloir cultiver des plantes gourmandes en eau (c'est les cas des maïs hybrides) grâce à d'illusoire ressources artificielles.

Pour l'énergie, même raisonnement. Il faut abandonner les technologies hydrovores (le nucléaire, l'exploitation du gaz de schiste...) pour des énergies totalement sobres : une éolienne ne pas besoin d'eau...

Henry CHEVALLIER : ende.doman@wanadoo.fr
Ende Doman / Eco-Systèmes APNE
membre du Collectif Antinucléaire du Sud-Ouest
« La Bertrande » - 32400 Fustérouau
Tél.05.62.09.08.25

Nucléaire Civile : ils se battent,
nous nous battons...

Collectif RAHAN (pour un Référendum et l'Abolition Historique des Armes Nucléaires)
C/o ACDN - 31, Rue du Cormier, 17100 - Saintes - France
Tel : +33 6 73 50 76 61 contact@acdn.net www.acdn.net

Ce collectif a initié cet été un jeûne pour demander un référendum pour la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires (lettre au président à copier sur leur site) ; Jean-Marie Matagne, a jeûné 42 jours et a été soutenu par des jeunes tournants. Suite au mépris exprimé de l'actuel gouvernement et de son président, il a été décidé en réunion d'ACDN de poursuivre les jeûnes tournants.

Nous nous sommes nous-mêmes positionnés pour un jeûne chaque vendredi du mois à savoir :

Olivier les 1er et 3ème vendredis de chaque mois

Joëlle les 2nd et 4ème vendredis de chaque mois

ol.deb@free.fr

Lubersac,
La Maison des Sœurs, août 2012

JAMAIS PLUS HIROSHIMA

« Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison ».

Albert Camus, 8 août 1945,
2 jours après Hiroshima

Des le lendemain des bombardements sur les villes de Hiroshima et de Nagasaki en 1945 quelques voix s'élevèrent pour dénoncer ce terrible massacre. Aujourd'hui elles sont innombrables pour dire "Jamais plus Hiroshima !"

Déjà 11 états ont éliminé leurs armes atomiques ou arrêté leur programme du nucléaire militaire. 115 pays ont refusé d'utiliser la menace atomique et se sont engagés dans des accords régionaux qui ont rendu l'hémisphère-sud entièrement dénucléarisé au travers de 6 zones exemptes d'armes nucléaires.

Ça va marcher un peu partout pour libérer le monde des armes nucléaires. Malheureusement la France est en retard !

Mais ne soyons pas fatalistes !
Demandons à notre nouveau Président de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'abolition des armes nucléaires françaises. Signez et laissez signer la lettre au Président ci-dessous. Et envoyez-la (dans une enveloppe sans timbre) à :
Monsieur le Président de la République, Palais de l'Élysée, 55 Rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

Monsieur le Président,
Le désarmement nucléaire constitue une obligation juridique internationale prévue par l'article 6 du Traité de Non-prolifération nucléaire et rappelée par la Cour Internationale de Justice de La Haye en 1996. Nous vous demandons de prendre -avec vos ministres, avec le Sénat, et avec notre Parlement- toutes les mesures nécessaires pour l'abolition des armes nucléaires françaises.
Veuillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses,
NOM et prénom..... code postale, Ville..... Signature.....

Vendredi 26 Octobre à 20 h 30 à la salle du Sénéchal (17, rue de Rémusat à Toulouse) - Conférence / Débat :

" Pour une France sans armes nucléaires "
par Jean-Marie Muller

Philosophe et écrivain, porte parole du Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN) " Immorale, irréaliste, dangereuse et coûteuse, la dissuasion nucléaire demeure un sujet tabou en France. Depuis plusieurs mois, une campagne citoyenne pour le désarmement nucléaire unilatéral de la France soutenue par de nombreuses personnalités veut provoquer un vrai débat dans notre société :

<http://francesansarmesnucleaires.fr/>

Initiative, du CANT (voir contacts p.20)- NPA coorganisateur

Tract aux travailleurs du nucléaire

TRANSITION ENERGETIQUE NOUS DEVONS LA CONSTRUIRE ENSEMBLE !

Aujourd'hui, la préservation des ressources d'une planète vivante et vivable est tombée dans un trou noir, comme sortie du radar politique, rayée de la carte des enjeux majeurs des prochaines décennies.

"Notre maison brûle et nous regardons ailleurs."

Par la voix de Bruno Bouvier, la CGT veut lancer un débat interne pour « repenser la question des enjeux énergétiques »

« L'actualité récente avec la catastrophe nucléaire de Fukushima ou l'affaire de l'extraction des gaz de schiste, ainsi que les programmes mis en avant par les partis politiques dans le cadre de la campagne électorale pour la présidentielle 2012, nous imposent de repenser la question des enjeux énergétiques », déclare Bruno Bouvier, secrétaire du comité régional Rhône-Alpes CGT, lors d'une conférence de presse organisée à la centrale nucléaire du Bugey (Ain), mardi 17 janvier 2012.

Malgré les divergences, nous avons de nombreux points d'accord pour une redéfinition d'un pôle des énergies.

Pour nous, les enjeux et éléments de débat pour la politique française de l'énergie sont fondés par la situation énergétique mondiale et ses contraintes. Elle conduit à la nécessité d'une transition énergétique basée sur le développement de la sobriété et de l'efficacité énergétique ainsi que sur celui des énergies de flux renouvelables.

Dans ce contexte, la place de l'énergie nucléaire, particulièrement importante en France est posée du fait des interrogations majeures sur les risques que présente l'utilisation de cette forme d'énergie.

- Le risque d'accident majeur
- Les déchets radioactifs
- La prolifération des armes nucléaires.
- Le coût réel actuel et futur de cette filière.

Depuis la catastrophe de Tchernobyl et aujourd'hui de Fukushima nous connaissons les conséquences terribles, actuelles et futures pour les populations, affectées au plus profond dans leur condition de vie personnelle, familiale et professionnelle, nous avons désormais toutes les cartes sur la table pour agir et en tirer les véritables conséquences. Que devra-t'il se passer avant que l'on se décide enfin à croire ce que l'on sait maintenant, c'est-à-dire que la sûreté nucléaire reste un leurre devant un enchaînement et une multiplicité d'incidents imprévus et ceci malgré le professionnalisme des travailleurs du nucléaire. Continuer à nier Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima, ne peut que nous conduire à la catastrophe.

Nous sommes la première civilisation qui va laisser à ses enfants, petits-enfants et leur descendance des déchets radio-actifs pendant plus de 100.000 ans. Sans parler du respect du principe de précaution inscrit depuis 2005 dans notre constitution, pouvons-nous continuer à accepter cette responsabilité ? Et que dire de nos élus : Sont-ils prêts demain à assumer une catastrophe atomique sur notre territoire ?

Les termes du débat de la nécessaire transition énergétique résultent pour nous de l'ensemble des ces problématiques :



7 septembre 2012 Golfech entre 7h et 9h – photos de Marc

Que peut-on dire des potentiels et des conditions de mise en œuvre de programmes et d'actions dans le domaine de la sobriété et de l'efficacité énergétique en France dans une vision prospective et volontariste ? Cette politique de réduction des consommations d'énergie tout en assurant un service énergétique égal ou supérieur doit également veiller à l'éradication de la précarité énergétique qui frappe les plus démunis.

La transition verte et l'emploi

« En Allemagne, le tournant énergétique se résume à un mot en 4 lettres : jobs » écrivait le sociologue Ulrich Beck dans une tribune du Monde le 10 juillet dernier. La confédération syndicale allemande (Deutschen Gewerkschaftsbund- DGB), qui expose sa position dans un fascicule de 30 pages est en effet très optimiste : « la mise en place d'une industrie écologique et durable est créatrice d'emploi. D'après l'Agence fédérale pour l'emploi, 1,8 million de personnes travaillent dans les énergies renouvelables, la recherche et la production de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs industriels traditionnels (automobile, chimie et métallurgie, bâtiment), dans les services et le commerce ». Le 30 août, Volkswagen a d'ailleurs annoncé qu'elle consacrerait 1 milliard d'euro à la recherche dans les énergies renouvelables.

La position des syndicats allemand est sur ce sujet sans ambiguïté : Pour le DGB, la transition verte est une question de vie ou de mort. En Allemagne, la sortie du nucléaire bénéficie d'un consensus social très large. Mouvement anti-nucléaire, DGB (syndicat d'employés allemand qui regroupe IG-Metall et Ver.di), ONG environnementales et une grande partie de l'opinion publique sont convaincus que l'Allemagne a fait le choix de

l'avenir. Ce tournant énergétique va conditionner une nouvelle politique industrielle écologique. Le DGB est réaliste. Il sait aussi que la transition va coûter cher. La transition « ne doit pas se faire au détriment des salariés ». Il faudra les reclasser, les former à de nouveaux métiers et de nouvelles compétences sur « un marché du travail transformé ».

Pour le DGB, la transition verte est une question de vie ou de mort. Changer de modèle de développement en se libérant du nucléaire est d'autant plus nécessaire, que cette décision découle, conclue-t-il « d'une vision optimiste qui envisage un monde plus juste et plus sûr pour les générations futures, et qui abandonne le court-termisme et la croissance à tout prix ».

En France, des syndicalistes de plus en plus nombreux tel que Christian DELARUE UL CGT Rennes et ce collectif de syndiqués à Fessenheim prennent en considération ces interpellations : lire ci-dessous :

Citation : Après Tchernobyl, voici Fukushima : Stop nucléaire ! Tel est le message populaire montant. Pour de nombreux syndiqués, il est déplorable que la CGT renforce les positions de l'oligarchie du nucléaire en France. Cette position est d'autant plus contestée à l'heure où la catastrophe de Fukushima pousse à de fortes critiques de la pensée nucléocrate française. Un grand spécialiste du nucléaire a estimé que « le niveau total de radioactivité émise depuis le 11 mars est équivalent à 29,6 bombes d'Hiroshima en termes de quantité de chaleur, et de l'ordre de 20 fois Hiroshima en termes de volume d'uranium » (TatsuhikoKodama). Or la France est truffée de centrales nucléaires.

Une dialectique délicate : Si la défense de l'emploi est néces-

saire cela ne saurait se faire

en soutenant un pouvoir mortifère. Il est urgent pour le syndicalisme de s'inscrire dans les processus de transition écologique et énergétique afin que les transferts d'emplois puissent se réaliser progressivement et par le biais de la formation professionnelle. C'est aux syndicats de veiller à ce que le changement écologique et énergétique ne se fasse pas au détriment des travailleurs. Or pour beaucoup et par ce fameux principe de précaution, il s'agit de sortir du nucléaire. Rapidement, progressivement mais définitivement et en totalité.

Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour savoir que les solutions alternatives existent, seul manque la véritable volonté politique d'assurer leur développement et la pérennité de ces nouvelles filières porteuses d'emplois. La transition doit être réelle mais son avancement doit être maîtrisé. Pas que technologiquement, socialement aussi. Les syndicats ont donc nécessairement leur mot à dire ici, dans le contexte d'une sortie définitive du nucléaire.

Sur la fermeture de Fessenheim : les « autres voix » syndicales Les Dernières nouvelles d'Alsace, publié le 05/04/2012: En leurs noms propres, des syndicalistes CGT, CFDT, FSU et Solidaires lancent un appel solennel pour l'arrêt de Fessenheim, chose possible sans casse sociale, selon eux. D'après leur porte-parole, hier, cette démarche est menée « hors des structures syndicales », autrement dit à titre personnel. En signant un appel « pour l'arrêt immédiat et définitif de la centrale nucléaire de Fessenheim », ils souhaitent faire entendre une autre voix. Celle de syndicalistes soucieux de lutter pour l'emploi certes, mais pas en acceptant n'importe quoi. À ceux qui lieraient nucléaire et emplois, ou à l'inverse opposeraient écologie et économie, ils offrent une vision intermédiaire : « L'écologie sans le social, ça ne fonctionne pas ». Argument adressé aux défenseurs de l'emploi par une poursuite de l'exploitation de la centrale nucléaire de Fessenheim : « La fermeture peut se faire sans licenciements, il faudra notamment travailler longtemps à la mise en sécurité puis au démantèlement du site. »

On comprendra que la position n'est pas si facile à tenir, en particulier face à d'autres syndicalistes réclamant la pérennisation de la centrale. Aussi les signataires espèrent-ils, en lançant cet appel, « provoquer un électrochoc dans les organisations syndicales », y compris sur des sujets dont on sent qu'ils peuvent fâcher. Du genre : « Au prétexte de la crise, certains semblent vouloir à tout prix préserver des emplois qui de toute manière ne seront pas menacés. Surtout si on prenait l'argent dépensé à entretenir la centrale pour l'affecter à la formation et à l'accompagnement des salariés ». Bref, conclut l'un des signataires de cet appel, « on peut être syndicaliste et demander la fermeture de Fessenheim ».

Si Fessenheim peut être la « vitrine » de l'accompagnement de la mutation des travailleurs du nucléaire, sous la responsabilité du pôle emploi, d'Areva et d'EDF avec le contrôle et le suivi syndical nécessaire, elle doit s'inscrire dans la logique de la fermeture immédiate et inconditionnelle des 21 réacteurs nucléaires français âgés de 30 ans ou plus.

Pour conclure : nous vous convions à écouter l'émission du 15 Aout 2012 sur France Inter sur les nomades du nucléaire : >

[1] <http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=429939>

Ils sont environ 30 000 en France, nomades, à sillonner la France du nucléaire, pour assurer la maintenance des entreprises prestataires. Ils font souvent des journées de 12 heures, sont exposés aux risques de radiation, pour effectuer des tâches répétitives. Ils incarnent la face cachée du nucléaire et pourtant ils supportent plus de 80% de la dose collective annuelle d'irradiation reçue

dans le parc nucléaire français. Mais qui sont les précaires du nucléaire? C'est la question de ce débat avec:

- Elsa Fayner, journaliste, réalisatrice du documentaire "la bombe humaine".
- José Andrade, salarié sous-traitant dans le nucléaire depuis 30 ans. Syndicaliste.
- Francis Sorin, responsable du Pôle Information de la Société Française d'Energie Nucléaire et membre du haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.
- Annie Thébaud-Mony, directrice de recherches à l'INSERM.
- Philippe Billard, ex-salarié sous-traitant,

LA TRANSITION ENERGETIQUE POUR UNE SOCIETE PLUS SOLIDAIRE NE PEUT SE FAIRE SANS DES CONSIDERATIONS ECOLOGIQUES ET SOCIALES : FAISONS LA ENSEMBLE

Sortir du Nucléaire 46, 81, 82 Amis de la Terre Midi Pyrénées
Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfch (47) Ende Donan (32)

Une chercheuse contre le
*Refuser la légion d'honneur....
Un signe d'espoir, la "dictature industrielle" n'arrive pas à faire taire tout le monde....;*

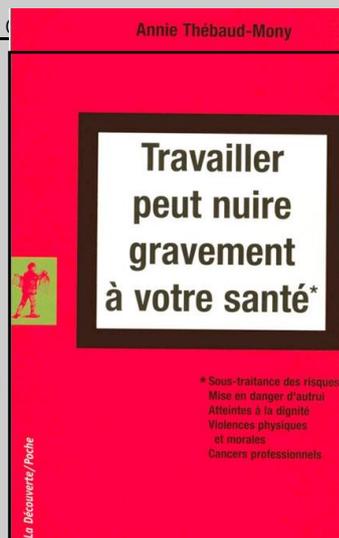
« La reconnaissance que j'appelle de mes vœux serait de voir la justice française condamner les crimes industriels à la mesure de leurs conséquences, pour qu'enfin la prévention devienne réalité ». C'est en ces termes qu'Annie Thébaud-Mony, directrice de recherche à l'Inserm, spécialiste de la « santé au travail », a refusé le 31 juillet 2012 la légion d'honneur proposée par la ministre Duflo.

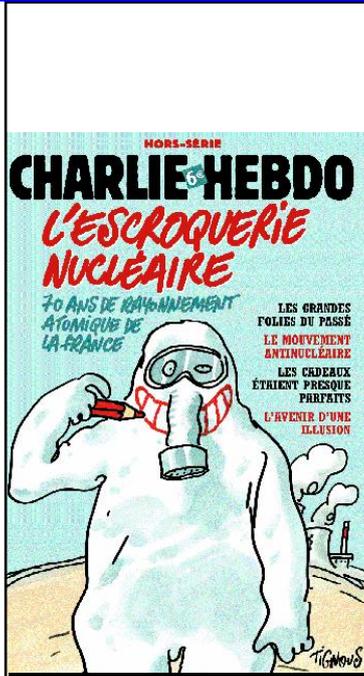
Nous profitons de ce geste de décence minimal – quoique exceptionnel – de la part d'une chercheuse en santé publique pour rappeler cette évidence : l'emploi tue, mais c'est en son nom que toutes les forces « progressistes », écolo-techniciennes, syndicalistes, « de gauche » réclament le « redressement productif » du pays. Quitte à se couvrir parfois d'une opportune conversion à la décroissance, sans jamais s'attaquer au tabou de l'emploi ni à la course à l'innovation – c'est-à-dire à la destruction de nos vies – que celui-ci exige. Or chacun sait, grâce à Michel Destot, le maire PS-CEA de Grenoble que « à travers [l'innovation] apparaît le développement des activités économiques qui génère lui-même des emplois pour l'ensemble de nos concitoyens. Il y a là une véritable mine d'or, prenons-en conscience. »

Depuis trente ans, Annie Thébaud-Mony documente ce que nous avons résumé par la formule « Nos emplois valent plus que nos vies ». En 2007, elle écrit : « Le chômage, perçu comme principal problème social, a tendance à masquer les atteintes à la santé liées au travail. (...) En France, le travail tue, blesse et rend malade, à raison de deux morts par jour dus à des accidents, de huit morts par jour dus à l'amiante, de deux millions et demi de salariés exposés quotidiennement à des cocktails cancérigènes, de millions d'hommes et de femmes constamment poussés aux limites de ce qu'un être humain peut supporter, moralement et physiquement. » Pour lire la suite de l'article (et le courrier adressé par A. Thébaud-Mony à C. Duflo) :

http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=382

« Maintenant, prenez le tout : sous-traitance, précarité, norme, et placez le au coeur d'une centrale nucléaire. Cela donne des salariés extérieurs, employés pour assurer la maintenance, prendre 80% de la dose collective annuelle d'irradiation reçue dans les 58 réacteurs d'EDF ». (A. Thébaud-Mony : L'industrie nucléaire, sous-traitance et servitude)





« Arrêt immédiat »
quelques contacts :
Pasdesushi@voila.fr
CRAN@no-log.org
Frédéric Boutet
Puissance Plume
(www.p-plum.fr)

Vous avez entendu parler d'As-
trid ? Superphénix, c'est à dire
ASTRID : voici des videos
[http://www.dailymotion.com/
video/k1yrA1cSAhK0NGX7IW?
start=6](http://www.dailymotion.com/video/k1yrA1cSAhK0NGX7IW?start=6)
[http://www.dailymotion.com/
video/k68IDTVRkME0isX7GC?
start=83](http://www.dailymotion.com/video/k68IDTVRkME0isX7GC?start=83)
[http://www.dailymotion.com/
video/k7gtvQyTneLA44X7EG?
start=1](http://www.dailymotion.com/video/k7gtvQyTneLA44X7EG?start=1)
[http://www.dailymotion.com/
video/k2ZOPKX0OGR4V2X7Ap?
start=2](http://www.dailymotion.com/video/k2ZOPKX0OGR4V2X7Ap?start=2)
[http://www.dailymotion.com/
video/k65Kdxtqeqr0qcX7x5?](http://www.dailymotion.com/video/k65Kdxtqeqr0qcX7x5?)

Aujourd'hui, en fait depuis une quinzaine d'année, la part atomique injectée sur le réseau RTE tourne autour de 75% de la production nette d'électricité en France. L'administration Hollande s'est engagée à faire baisser cette proportion d'un tiers d'ici 2025, soit d'ici 13 ans. La production annuelle d'électricité atomique (données RTE) s'est stabilisée autour de 420 TWh/ depuis une dizaine d'années tandis que la consommation, pertes en ligne comprises, augmente en tendance d'un peu plus de 1,2% par an depuis une douzaine d'années. Durant cette période le solde export – import a fluctué entre 7 et 15% (moyenne = 12%) de la production nette.

La crise a eu pour effet de tasser offre et demande. Le taux moyen d'augmentation de la consommation de 1,2% durant ces 12 dernières années en a été affecté. On peut donc raisonnablement tabler sur un maintien de ce taux, qui conjuguerait, reprise d'un côté, et effort de maîtrise de l'autre, d'ici 2025. Par ailleurs le programme de développement des énergies renouvelables devrait, comme cela a été le cas du Danemark, conduire à au moins maintenir le niveau moyen du solde export – import.

À partir de ces hypothèses la production d'électricité devrait atteindre 675 TWh en 2025, dont 595 TWh pour la consommation intérieure. La part nette de la fission de l'atome dans la production d'électricité s'établirait donc à 337 TWh en 2025.

Certains ont pu croire que la réduction d'un tiers de la proportion (de 75% à 50%) signifiait une réduction d'un tiers de la production. La réalité sera différente : moins de 20%.

Le plus significatif vient maintenant. D'ici 2025, 31 blocs du palier 900 MWé auront dépassé 40 ans d'exploitation. Ils font partie d'un ensemble de 34 blocs qui ne satisfait pas des exigences de sûreté considérées depuis longtemps comme élémentaires, notamment celle de disposer d'une enceinte de confinement double.

Sachant que l'ASN ne se montrera pas plus exigeante sur ce point précis qu'elle ne l'a été dans le passé, on suppose que seuls ces 31 blocs auront été mis hors service une fois atteinte la limite d'âge de 40 ans. L'expérience montre que le taux de charge du palier 900 MWé tend à diminuer (il était de 66% pour les 19 tranches ayant atteint ou dépassé 30 ans de service en 2009) lorsque les centrales vieillissent. On tablera sur le maintien de ces 66% jusqu'à l'âge de 40 ans. L'arrêt de ces 31 tranches entraînera donc une perte de production annuelle de l'ordre de 160 TWh. Avec en perspective proche le remplacement des 3 dernières tranches de ce palier et des 8 tranches du palier P4 de 1300 MWé, soit une perte de production d'au moins 67 TWh est à prévoir entre 2025 et 2030 (vraiment "au moins" car 9 tranches supplémentaires dites du palier P4 de 1300 MWé auront dépassé 40 années d'exploitation en 2030...).

Deux et deux font quatre, n'est-ce pas ? Si on soustrait 160 de 420 on trouve 260. Puis si on soustrait encore 67 de 260, on trouve 193. Question : combien d'EPR de 1600 MWé faut-il construire pour produire la différence entre 335 et 260 TWh, puis entre plus de 335 et 193 TWh ? On va généreusement leur accorder un taux de charge effectif de 80 % (une performance que les centrales d'EDF n'atteignent pas). Chaque EPR produirait alors 11,2 Twh/an. L'administration Hollande doit donc engager un programme industriel visant la construction d'au moins 5 EPR avant 2025 (en sus des 2 déjà engagés) et la mise en service d'au moins 6 EPR supplémentaires d'ici 2030.

La construction de ces machines dure au moins 7 ans. Il faudra donc décider le lancement de la construction d'un EPR/an d'ici 2025, compris les deux déjà programmés. Si l'administration Hollande dure deux mandats, et si aucune catastrophe atomique ne frappe l'Europe d'ici là, elle aura mis à son actif 8 EPR !

Le 4 Juillet, le leader du groupe EELV à l'Assemblée nationale a déclaré au nom de ses amis partager avec le gouvernement la "première étape" de "baisse programmée et résolue de la production d'électricité d'origine nucléaire", tout en étant partisan à long terme "de la sortie du nucléaire". Les écologistes ont une connaissance des questions d'énergie atomique très supérieure à celle des autres politiciens du pays. Ils savent donc que les EPR sont conçus pour une durée d'exploitation supérieure au demi siècle. En appuyant solennellement sur ce point la déclaration de politique générale du Premier Ministre, ils se sont donc prononcés pour la stratégie de remplacement du parc existant par des EPR. Ils soutiennent ainsi formellement la poursuite indéfinie de la production d'électricité atomique dans notre pays.

Voilà le prix réel, ou du moins une part certaine du prix à payer, de la présence d'un groupe EELV à l'Assemblée Nationale ! Allez, courage, encore un effort pour ne plus être du tout écologiste ! Comment vont réagir les collègues Verts élus au Parlement Européen ?
Yves Lenoir



Voir aussi une prise de position antinuc du « vert » Denis Baupin à l'Assemblée Nationale : [http://www.youtube.com/
watch?v=c-
rhCu3Kpuc&feature=play
er_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=c-rhCu3Kpuc&feature=player_embedded)

ILS SE BATTENT, NOUS NOUS BATTONS CONTRE LE LASER MEGAJOULE

21 septembre 2012 JOURNEE INTERNATIONALE de la PAIX

Le Barp, Gironde

Manifestation pacifiste devant le Mégajoule de 9h à 12h (entre Le Barp et Marcheprie) Injustifiable moralement, la finalité du Laser Mégajoule – simuler les essais nucléaires pour la mise au point de bombes atomiques – est soigneusement masquée par les autorités françaises derrière de faux arguments qu'il convient de dénoncer.

En ne visant que les populations civiles, la bombe atomique viole la Déclaration Universelle des droits de l'Homme dans son préambule et ses articles premier et trois. En violant les traités internationaux de non prolifération et d'interdiction complète des essais, la France persiste à rester hors la loi internationale.

Hommage à René Cassin à 14 h

"Je tiens de ma patrie un cœur qui la déborde, et plus je suis français, plus je me sens humain" R. Cassin

NEGAJOULE Association pour

l'arrêt du Mégajoule 06.62.70.98.50

<http://laser.megajoule.free.fr/>



« La France a signé le traité de non prolifération des armes nucléaires et celui concernant l'interdiction complète des essais. Or les expériences qui impliquent des micro explosions thermonucléaires ainsi que la manipulation de matériaux radioactifs sensibles comme le plutonium ou l'uranium 235 violent totalement l'esprit et les textes des traités qui ont été signés en notre nom. En déménageant Mururoa au Barp, en perfectionnant ces armes de crimes contre l'humanité, l'Etat français persiste à rester hors la loi internationale. L'abolition des armes nucléaires est pourtant inscrite à l'agenda international de l'ONU dont la France repousse la convention d'élimination. Les populations civiles sont sous la menace des armes nucléaires et radioactives qui sont donc de ce fait hors du droit international et nient le droit de l'Homme le plus fondamental : le droit à la vie.

Le nucléaire civil ou militaire mène l'Humanité à une mort certaine, c'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire en France et dans le Monde !

Nous refusons cette course vers la mort car nous savons que notre planète peut être un paradis.



LE BARP 6 AOÛT 2012 Une cinquantaine de personnes étaient réunies devant le site du Laser Mégajoules ce lundi 6 août, pour commémorer les désastres d'Hiroshima et de Nagasaki durant la dernière guerre mondiale.

Un torii (sorte d'arc de conception japonaise) a été dressé sur le terrain proche du rond-point, encadré par 2 arbres, des gingko biloba ou « arbre aux 40 écus », arbre sacré en Orient, seul survivant végétal après l'explosion atomique de Hiroshima.

Après la mise en place du torii et la plantation du premier arbre, celle du deuxième a été finie par les participants qui rajoutaient chacun une pelletée de terre ; une stèle a été déposée au pied du torii, expliquant la raison de ce monument ; pendant ce temps une participante jouait quelques airs traditionnels sur un petit accordéon. L'inauguration officielle a eu lieu, avec coupe du cordon bleu, blanc, rouge par une jeune adolescente munie d'un masque à gaz ; les discours ont suivi, précédés par une minute de silence en mémoire des victimes. Plusieurs thèmes ont été abordés :

- la dangerosité des armes nucléaires et leurs conséquences sur la santé ;

- les armes nucléaires et le lien entre le civil et le militaire ainsi que les tromperies de nos gouvernants ;

- le fait que plusieurs anti-nucléaires ont été arrêtés et que leurs procès vont avoir lieu tout le long du mois d'août (il a été demandé de penser à eux et peut-être aussi de les aider financièrement),

- le fait que les installations genre ITER vont consommer énormément d'énergie,

- que la recherche sur la fusion nucléaire est une hérésie La réunion s'est terminée par la chanson de Boris Vian et par un pique-nique.

De notre reporter Monique Prévot.

Mégajoule, Z-Machine... l'arme du futur ?

/HV DUP HV QXFQDLUH DFVHON
QpFHWMLQW/XQH DP RUFH DX SOWRQXP RX j
OXDQXP 0 DIV FHON IP DJLQpHV SRXU OI
IXXU IRCFVRCQURQW XGTXHP HQW j
OKI GURJqCH &HD SHIP HMD GH IDLUH GH
SHMMV ERP EHV QXFQDLUH &HV
UHFKHUFKHV VRQWIDLMM GQV GH GRXYHDXI
OERUDMLUH HQ)UDCFH DYHF OI DMHU
0 pJDVXQ OI StqV GH %RUGHDXI HW DYHF O
=-P DFKLOH GH * UDP DW GQV OI /RV
([SDFMRQ/

,OIDKWXQH DP RUFH DX SOWRQXP RX
j OXDQXP SRXU SURGLUH P LORQV GH
GHUqV SRXU IDLUH IXVRQCHU OKI GURJqCH
0 DIV VL RQ VDWLWpHU FHM WMP SpUDMLUH SDU
XQ DXWH P R.HQ FHD SHIP HWXQH GRXYHON
FRQFHSVRQ GH ERP EHV / DEVHCFH
GXUDQXP RX GH SOWRQXP SHIP HV GH
pGXLUH O SXLVDCFH GH O ERP EH SRXU XQH
XWDVVRQ DGDSpH j VRXMM OI FIEON / D
EDQDQVVRQ VRM OI GH ODUPH QXFQDLUH
GHYHQVSRMEON

/H 0 pJDVXQ D SRXU EXW GH
FRP SUHQGUH FRP P HQW O pDFWRQ H SOWLYH
GH OKI GURJqCH VH GpYHSSH GQV XQH
ERP EH ,O HWSRMEON GH IDLUH IXVRQCHU
TXHOTXHV DMP HV GK I GURJqCH HQWH HX
P DIV JXqUH SQV HQ OERUDMLUH \$X
0 pJDVXQ OI OI WLV GH DMHU VXU XQH
FDSVXON GK I GURJqCH SRXUHQW FpHU O
WMP SpUDMLUH TXL GpFQFKHLD GHV H SOWRQV
FRUHVSRQGDQW j SOWLXV NQV GH 717

\$StqV LOIDXGD P HMW DX SRQWGHV DMHU
GH SXLVDCFH P LQDMUH SRXU IDLUH GH
YUDHV ERP EHV 8QH JDVHXUH WqV
KI SRVpWXH ' pEXW GHV SUP LqUH
H SpUHQFHV GH SOWRQ GLEL TXHOTXHV
DQqHV /HV =-P DFKLOH VRQW

GDXWH JURVHV P DFKLOH SRXU FpHU GHV
IP SXOIRQV pQFWIXHV LQMQHV HW OI
HQYR HU VXU XQ ILO WqV ILO QVSR/p HQ
FDJH FQGGUHX ,O D pW REVLYp TXH
GQV XQ WOFDV O WMP SpUDMLUH DX FHQWH
GH O FDJH DMWQVGHV P LQDMUH GH GHUqV
' H TXRL DQXP HU O IXVRQ GH OKI GURJqCH
VDQV DYRU EHVRLQ GH ERP EH DP RUFH
3UREQPH FRP P HQW P LQDMUH O
P DFKLOH j IP SXOIRQV pQFWIXHV 0 DIV OI
P LQDMUH RQW SBLQ GLOpHV DYHF GHV
H SOWLV FQWIXHV FHD VHUD SHXW WH
HQYLDVHDEON \$XFQH H SpUHQFH QD
HQFRUH R/p P HMW GH OKI GURJqCH DX
FHQWH GH O FDJH &HV P DFKLOH pMLHQV
FRQWMLM SRXU IDLUH GHV IOMK GH UD RQV
; SRXU pXGLHU FRP P HQW GpWLUH GHV
P LVMON 8QH UHMP EHV GHV P LQDMUH SRXU
OI P LQDMUH

/HV \$PpUFDQV RQWGH ODYDQFH VXU
OI)UDQDV /HXU DMHU 1,) 1 DMRQO
,JQVRQ)DFOM P DUFKH GpM j SXLVDCFH
pGXLM HMWpXU =-P DFKLOH VDWLWMLQGUH GHV
P LQDMUH GH GHUqV /HV)UDQDV RQWGHV
GULIFXQV SRXU OI ILODQFH HQW FRP SOWGX
0 pJDVXQ OI HW OXU =-P DFKLOH HWW VRXV-
GP HQMRQPH /HV GRFVGHV IUDQDVH
FRP P HV DPpUFDQ IP SOWXQW GHV
UHFKHUFKHV VRXVVRQ SQV SRXVpHV SRXU
SpUHQGUH ODUPH QXFQDLUH 8QH SRVpWXH
GH GpVDP HV HQW QXFQDLUH pHO IP SRVpUDV
GDEDQGRQCHU FHV UHFKHUFKHV

Ces recherches expliquent aussi pourquoi les États-Unis ne souhaitent pas s'engager par un traité d'arrêt des essais nucléaires, le fameux Traité d'interdiction complète des explosions nucléaires (TICEN). Après tout, d'ici quelques années, ne faudrait-il pas essayer ces fameuses bombes à fusion pure ? Raison de plus pour exiger l'arrêt des recherches militaires et interdire les essais de bombes nucléaires. Dominique Lalanne



Aller tour devant Golfech le 10-8-12
Www.altertour.net

Et pendant ce temps, nouvelles comptables du soleil. Selon les deux sites internet suivants, il y a eu une pointe photovoltaïque voisine de 21 GW ce jour en Allemagne : <http://www.transparency.eex.com/en/> <http://www.sma.de/en/company/pv-electricity-produced-in-germany.html>
21 GW c'est la puissance de 14 réacteurs EPR de 1500 MW chacun. Ou bien, à \$ 100 le baril de pétrole, une économie de \$ 1 318 300 en une heure de fonctionnement. Mais en appliquant le rendement de Carnot, cela multiplie par trois ce montant économisé. Soit un gain de plus de trois millions d'€ de l'heure.
Et en France ? Claudio Rumolino

Coordination_Antinuc_Sud_Ouest@yahoo.fr

On sera là !!!

21 septembre – Journée internationale de la paix : Rassemblement à partir de 11h00 sur le site du laser Megajoule au Barp (33)
Contact covoiturage au départ du 47 : moniqueguittenit47@orange.fr

- **29 septembre matin** : stand de Stop Golfech à Agen en bordure de Garonne, rue Peristyle du Gravier. Action à 11h00 sur la passerelle Garonne.
- **29 septembre après midi et 30 septembre**: stand Stop Golfech dans Les Jardins de Noé, Près de Bérault, 47 400 Villeton. Prise de parole le dimanche.

1er Octobre : Rassemblement **14h devant le tribunal de Toulouse** à l'occasion du **procès en appel** qui fait suite à la relaxe d'EDF en 1ère instance dans l'affaire des déversements d'effluents radioactifs par la centrale nucléaire de Golfech en janvier 2010. Le Réseau "Sortir du nucléaire", partie civile dans ce procès, conteste la décision du tribunal de police de Castel-sarrasin.

-A 11h mini coordination du sud-ouest suivi de distribution « atomes crochus »
Contact covoiturage au départ du 47 : eric.massip@gmail.com
Contact covoiturage au départ de Bordeaux : tchernoblaye@free.fr

- **6&7 octobre** : stand de Stop Golfech au salon Horizon Vert, Parc des expositions de Villeneuve sur Lot (47)

13/14 octobre : Journée nationale d'action :
Rallye vélo les 13 & 14 octobre aux alentours de la centrale de Blaye.
14 Octobre, 14H Quai Richelieu, manif festive pour l'arrêt immédiat du Blayais 06 64 100 333
Un bus sera organisé dans tous les départements du grand sud-ouest
<https://www.facebook.com/events/420516104673972/>

Des groupes antinucléaires du sud-ouest en coordination

- 12** Serenes Sereines : Guy Pezet guypezet@orange.fr et Charlotte V.de V. 05 65 45 70 55
- 31** Amis de la Terre Midi Pyrénées et CANT : <http://saint.roman.marc.free.fr> Daniel Roussée : 06.61.97.83.2832 :
- 32** Ende Doman – 32400 Fustérouau – Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.
- 33** Tchernoblaye : tchernoblaye.free.fr, Olivier Debelleix ol.deb@free.fr
- 46** SDN Lot : Philippe CRUZEL philippe.cruzel@orange.fr et tel: 05.65.22.91.11 et Michel Lablanquie michel.lablanquie@sortirdunucleaire.fr
- Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire Jean-Luc Vialard - mcnl@free.fr
- 47** Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen . André Couzet 06 85 22 71 33 moniqueguittenit47@orange.fr ,
- 81** SDN81 Patrick Kappel ordonaizer@hotmail.com
- 82** SDN 82 Roland Portes rolandrolandportes@orange.fr

13 octobre : Journée nationale d'action
une manif se déroulerait à **Comhurex - Malvésis** (voir p.13)

SDN11 prévoit un rassemblement le 13 en vue de la campagne à venir et pour commencer le travail contre cette installation - Sdn34 participera également à l'évènement. Suivant la demande, 2 bus pourraient être organisés depuis Toulouse : un pour Bordeaux, l'autre pour Malvesi ? <http://groupes.sortirdunucleaire.org/13octobre2012>

Et aussi : le samedi 22 septembre à Beaumont de Lomagne (82), 14h30 chaîne humaine **Non au gaz de schistes** ; apporter gilet jaune- www.nonaugazdeschiste32.org ; appel des collectifs 32,46,47,82

Réseau : JOURNÉE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE - à PARIS (75) - Le samedi 20 octobre 2012 Celle-ci permettra aux groupes, administrateurs et salariés d'échanger sur les actions et campagnes en cours et à mettre en œuvre en 2013 et de préparer ensemble des propositions d'actions, de motions, de campagnes pour la prochaine AG qui aura lieu les samedi 19 et dimanche 20 janvier 2013.

Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Attention à notre nouvelle adresse : Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen. Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr ; prochain journal début mars 2013

ABONNEMENT ANNUEL A STOP-GOLFECH:
8€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____

TEL _____

COTISATION DE SOUTIEN A VSDNG:
12€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____

TEL _____

Stop Golfech
Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
Dépôt légal : 20 Juin 1991
Commission paritaire 0307 G 81372
ISSN 1253-286X
ICA CONCEPT
39-41, avenue Jean Jaurès, 47000 Agen
Directeur de publication : William Soubiran
Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman
Pigiste : Ch. Guittenit, S.Tacchi
Envoi : Ph.Catinaud, P.Habit, Ch.Lamas, J.Rosales
Adresse du journal : VSDNG, Solidarite Inter Association
148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen
Tel 05 53 95 02 92 (Monique)